



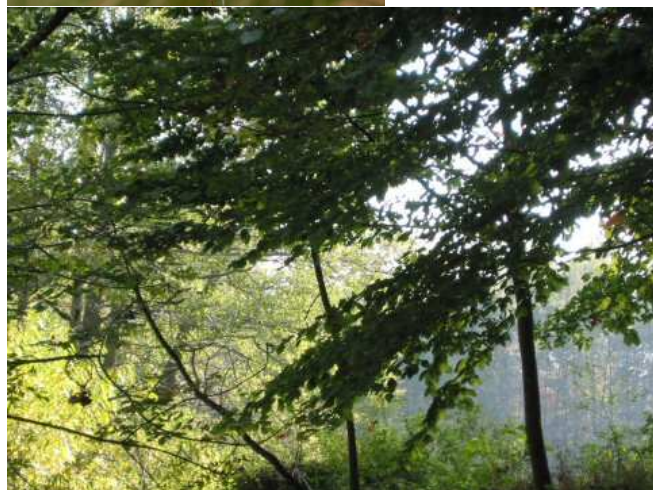
NATURA 2000

La Lauter

DOCUMENT D'OBJECTIF

Zone Spéciale de Conservation
« La Lauter » n° FR4201796

ANNEXES



Réalisation :

Office National des Forêts
Direction Territoriale d'Alsace
Décembre 2008



NATURA 2000

La Lauter

DOCUMENT D'OBJECTIF : Annexes

Annexe 1 : Fiches espèces

Annexe 2 : Comptes-rendus des réunions du Comité de pilotage

Annexe 3 : Comptes-rendus des réunions de groupes thématiques

Annexe 4 : Règlement des APB du Cours inférieur de la Lauter et du Marais d'Altenstadt

Annexe 5 : Description du programme LIFE Nature « Lauter Donon »

ANNEXE 1

Fiches espèces

(espèces dont la présence sur le site est avérée)

Grand Murin

Barbastelle d'Europe

Lamproie de Planer

Gomphe serpentín

Papillons :

Azuré de la Sanguisorbe, Azuré des paluds, Cuivré des marais

Dicrane vert

Fiche espèce : le Grand Murin

Myotis myotis (Borkhausen, 1797)

(Sources : ODONAT/GEPMA : diagnostic écologique pour le DOCOB Rhin Ried Bruch – Tome 1 – Les Mammifères – 2005 // BIOTOPE – Etude d'évaluation des incidences Natura 2000 concernant l'extension de la ZAE Est de Wissembourg – 2008 // MNHN : Cahiers d'Habitats Natura 2000)



Classification

Classe : **Mammifères**
 Ordre : **Chiroptères**
 Famille : **Vespertilionidés**
 Genre : ***Myotis***
 Espèce : ***myotis***

Code Natura 2000 : 1324

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
Europe	Directive Habitats	Annexe II et IV
	Convention de Berne	Annexe II
	Convention de Bonn	Annexe II
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	23 avril 2007 9 juillet 1999

Listes rouges

Monde	Faible risque
France	Vulnérable
Alsace	En Déclin

Description

Il s'agit de l'une des plus grandes chauves-souris d'Europe. Le pelage dorsal de l'adulte est gris brun, contrastant nettement avec le ventre blanchâtre. Le museau et les oreilles sont bruns, nuancés de rose. En France, le Grand Murin peut-être confondu avec ses deux espèces jumelles : le Petit Murin (*Myotis blythii*) et le Murin du Maghreb (*Myotis punicus*).

Plus méridionales, elles sont toutes deux absentes d'Alsace.

Les données biométriques du Grand Murin sont les suivantes :

- Tête + corps : 65 à 80 mm,
- Avant-bras : 51,8 à 66 mm (51,8 à 65,5 pour l'Alsace),
- Envergure : 35 à 43 cm,
- Poids : 20 à 40 g (22 à 34 pour l'Alsace).

Comportement

Le Grand Murin est considéré comme une espèce plutôt sédentaire malgré des déplacements de l'ordre de 200 km entre les gîtes hivernaux et estivaux. Il entre en hibernation d'octobre à avril. Durant cette période, cette espèce peut former des essaims importants ou être isolée dans des fissures.

Les colonies de reproduction comportent quelques dizaines à quelques centaines voire quelques milliers d'individus, essentiellement des femelles. Elles s'établissent dès le début du mois d'avril jusqu'à fin septembre. Les colonies d'une même région forment souvent un réseau au sein duquel les échanges d'individus sont possibles.

Le Grand Murin quitte généralement son gîte environ 30 minutes après le coucher du soleil. Il le regagne environ 30 minutes avant le lever de soleil. Il utilise régulièrement des reposoirs nocturnes. La majorité des terrains de chasse

autour d'une colonie se situe dans un rayon de 10 à 25 km. Le glanage au sol des proies est le comportement de chasse caractéristique du Grand Murin. Les proies volantes peuvent aussi être capturées.

Régime alimentaire :

Comme la plupart des chiroptères européens, le Grand Murin se nourrit exclusivement d'arthropodes. De nombreuses études ont été menées sur son régime alimentaire, dévoilant un fort penchant pour les carabidés. Il chasse également d'autres coléoptères (hannetons), des orthoptères, des diptères (tipules), des dermaptères, ...

La part importante d'arthropodes non-volants (carabes) indique un comportement de chasse par glanage des proies au sol. Cela a été confirmé par radio pistage d'individus dont le comportement de chasse se composait de phases de vol d'exploration à une cinquantaine de centimètres du sol, entrecoupées de vol plané en « rase-motte » lors du repérage d'une proie. Au cours de ce type de chasse, le Grand Murin repère ses proies par audition passive et utilise son sonar essentiellement pour se repérer et éviter les obstacles.

Durant une seule nuit, un Grand Murin consomme environ 10 à 15 g d'insectes, correspondant à environ 30-40 carabidés (GEBHARDT & HISCHI 1985, RUDOLPH 1989, in MESCHEDE & HELLER 2003).

Reproduction

Comme chez les autres espèces européennes, les accouplements ont généralement lieu en automne et la mise bas au printemps (courant juin). Les colonies de reproduction, regroupant de quelques dizaines à plusieurs milliers d'individus, sont installées dans des cavités souterraines ou des bâtiments, qu'elles partagent parfois avec d'autres espèces.

Dans le nord de son aire de répartition, seuls les sites épigés, essentiellement des greniers, semblent favorables à sa reproduction. L'espèce s'y tient généralement à découvert, suspendue aux points les plus hauts, notamment les poutres faîtières.

Chaque femelle met au monde un seul jeune, plus rarement deux. Les naissances ont lieu au cours du mois de juin et les premiers envols un mois plus tard. La maturité sexuelle est atteinte à trois mois chez les femelles et à quinze chez les mâles.

La longévité maximale connue est de vingt ans, mais l'espérance de vie est sans doute inférieure à cinq dans des conditions naturelles.

Habitat et exigences écologiques

Les terrains de chasse de cette espèce sont généralement situés dans des zones où le sol est très accessible comme les forêts présentant peu de sous-bois (hêtraie, chênaie, pinède, forêt mixte, ...) et la végétation herbacée rase (prairies fraîchement fauchées, voire pelouses). Même si les Grands Murins témoignent d'une assez grande fidélité à leur gîte, certains individus peuvent changer de gîte en rejoignant d'autres colonies dans les environs jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres.

Gîtes d'hivernation : cavités souterraines (grottes, anciennes carrières, galeries de mines, caves de température voisine de (3) 7-12°C et d'hygrométrie élevée) dispersées sur un vaste territoire d'hivernage.

Gîtes d'estivage : principalement dans les sites épigés assez secs et chauds, où la température peut atteindre plus de 35°C ; sous les toitures, dans les combles d'églises, les greniers; mais aussi dans des grottes, anciennes mines, caves de maisons, carrières souterraines, souterrain en région méridionale.

Menaces

Les principales menaces qui pèsent sur le Grand Murin sont :

- Fermeture ou dérangement des sites de reproduction (combles, clochers...), traitements de charpentes, éclairage des édifices publics,
- Disparition et dérangement des sites d'hivernations souterrains,
- Destruction et appauvrissement des territoires de chasse notamment par le développement de la monoculture, la disparition des prairies de fauche, des pâturages et des pelouses rases.

D'autres facteurs menacent l'espèce d'une façon moins importante :

- Accroissement du réseau routier. Le vol à basse altitude du Grand Murin le rend sans doute particulièrement sensible, notamment aux intersections entre chemins forestiers et routes à forte circulation.
- Disparition des éléments structurants du paysage (haies, ripisylves...),
- Utilisation de produits phytosanitaires entraînant une pénurie en proies ou l'intoxication des animaux

Mesures de gestion favorables

Les mesures proposées ci-dessous découlent de connaissances générales sur l'espèce, issues de diverses publications européennes ainsi que des observations réalisées en Alsace. Toutefois, il serait nécessaire de préciser le statut de l'espèce sur le site de la l'auter afin de juger plus précisément de la pertinence de ces diverses propositions dans le contexte local.

Mesures de conservation indispensables au maintien de l'espèce :

- Recherche et protection intégrale (physique et réglementaire) des gîtes de parturition,
- Conservation d'un réseau de sites favorables à l'implantation de colonies de reproduction, à raison d'au moins un site par commune (église, mairie, école...),
- Bannir l'éclairage des bâtiments publics favorables à la reproduction,
- Conservation et protection intégrale des principaux sites d'hibernation avec interdiction d'accès durant la période d'hibernation,
- Aménagement et protection des sites souterrains à l'intention de l'espèce (caves, ...),
- Préservation et reconstitution des territoires de chasse : boisements structurés multispécifiques, prairies de fauche, pâturages extensifs, vergers. Bannir les monocultures ainsi que les essences forestières exotiques. Ces actions doivent être entreprises en priorité dans un rayon de deux kilomètres autour des gîtes connus,
- Maintien d'un maillage serré et structuré de corridors écologiques (haies, ripisylves, lisières forestières,...) et incitation à une gestion bocagère de l'espace rural,
- Conservation et création de points d'eau (petites mares) notamment dans les secteurs où ils sont rares et à proximité des gîtes connus,
- Eviter autant que possible l'utilisation d'agents phytosanitaires et privilégier la lutte intégrée,
- Réduire l'utilisation des éclairages publics qui perturbent la reproduction des insectes, en particulier en zones rurales et à proximité des secteurs boisés ou des colonies,
- Sensibilisation du public et des acteurs locaux.

Répartition géographique

L'espèce est présente dans toute l'Europe, de la Méditerranée au 60ème parallèle en Norvège. Elle est très répandue jusqu'en Asie Centrale

En France, le Grand Murin est rencontré dans la plupart des départements, mais semble rare en bordure méditerranéenne sauf en Corse.

En régression importante dans plusieurs pays d'Europe, ses effectifs sont en augmentation dans d'autres pays (Hongrie).

La Grand Murin a disparu d'Angleterre au début des années 1990.

Il se raréfie considérablement sur les cotes méditerranéennes de la France. Partout ailleurs, ces effectifs semblent se maintenir.

En Alsace :

Le Grand Murin est commun dans le massif vosgien, le piémont, l'Alsace bossue, le Jura Alsacien. A l'exception du Massif de Haguenau et de certains secteurs du Sundgau, il est beaucoup plus rare en plaine et quasiment absent de la bordure rhénane.

Les colonies de reproduction sont régulièrement observées dans des combles d'église ou de vieilles maisons, de préférence à proximité d'une zone forestière. Ces gîtes sont parfois partagés avec d'autres espèces, notamment l'Oreillard gris (*Plecotus austriacus*) et le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*). Elles regroupent habituellement quelques dizaines de femelles, rarement plusieurs centaines (jusqu'à 1000 femelles). 6500 à 7000 femelles sont recensées dans l'ensemble des colonies de parturition connues (soit environ 45 sites).

En hiver, le Grand Murin est l'espèce la plus abondante et la plus répandue dans les anciennes mines et les ouvrages militaires du massif vosgien (49,4 % des effectifs maxima théoriques recensés, soit environ 1 400 individus).

Sur le site de la Lauter :

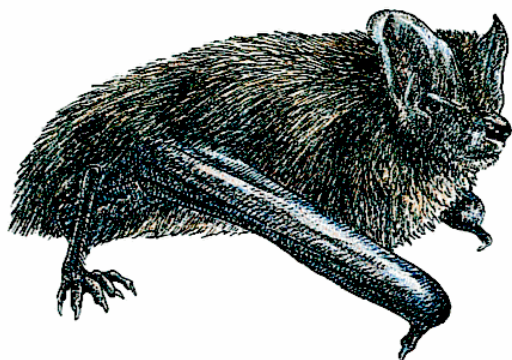
Les connaissances actuelles de l'espèce sur le site sont faibles : seule l'étude en cours dans le cadre de l'extension de la ZA Est de Wissembourg (Biotope, novembre 2008) mentionne des indices de présence de l'espèce, aux abords d'Altenstadt, le long des lisières forestières. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.

Le site de la Lauter présente de nombreuses zones de chasse potentiellement favorables à l'espèce : prairies de fauche intraforestières ou imbriquées avec des zones boisées, vieux boisements.

Fiche espèce : la Barbastelle

Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)

(Sources : BIOTOPE – Etude d'évaluation des incidences Natura 2000 concernant l'extension de la ZAE Est de Wissembourg – 2008 / MNHN : Cahiers d'Habitats Natura 2000)



© Jeane Montano-Meunier / MNHN

Classification

Classe : **Mammifères**
 Ordre : **Chiroptères**
 Famille : **Vespertilionidés**
 Genre : **Barbastella**
 Espèce : **barbastellus**

Code Natura 2000 : 1308

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
Europe	Directive Habitats	Annexe II et IV
	Convention de Berne	Annexe II
	Convention de Bonn	Annexe II
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	23 avril 2007 9 juillet 1999

Listes rouges

Monde	Vulnérable
France	Vulnérable
Alsace	Vulnérable

Description

- La Barbastelle est un chiroptère de taille petite à moyenne, au museau épaté comme celui d'un bouledogue
- Tête + corps : 4,5-5,8 cm ; avant-bras : 3,6-4,3 cm ; envergure : 24,5-29,2 cm ; poids : 6-13,5 g.
- Oreilles larges, dont les bords internes se rejoignent sur le front.
- Pelage long, soyeux, base des poils noire, extrémité des poils blanchâtre ou dorée (aspect poivre et sel)
- Ailes longues et étroites.

Comportement

Activité peu connue : sorties pour la chasse 2 à 3 heures après le crépuscule, puis en milieu de nuit après une heure de repos. Enfin une dernière phase de chasse avant l'aube. Les Barbastelles arrivent sur leur lieu de mises bas entre fin mai et début juin. Ces colonies de reproduction sont mobiles tout au long de l'été. Ainsi plusieurs gîtes périphériques sont parcourus, toujours dans un rayon très proche (environ 500 m). Les colonies de Barbastelles sont très difficiles à repérer car les animaux n'émettent quasiment aucun cri. De plus, une colonie de Barbastelles ne fait que quelques crottes par jour. Le guano est de surcroît très clair (couleur tabac) et est peu visible au sol. En août, les colonies de Barbastelles se dispersent jusqu'au début de l'hibernation. Leur activité est peu connue à cette époque.

L'hibernation a lieu d'octobre à avril. Les animaux peuvent être solitaire ou en groupe (max 700 en Dordogne).

Régime alimentaire :

La Barbastelle est un chiroptère spécialisé dans la capture des Lépidoptères (73 à 100% des proies) et notamment les Noctuidae, Pyralidae et les Arctiidae. Les proies secondaires les plus notées sont les trichoptères, les diptères nématocères et les nevroptères.

A cause de sa faible denture et de sa petite bouche, la Barbastelle n'ingère que des petites proies (envergure < 3 cm).

Reproduction

La maturité sexuelle des femelles est atteinte dès la première année.

Le période d'accouplement débute dès l'émancipation des jeunes, en août, et peut s'étendre jusqu'en mars. La majorité des femelles sont fécondées avant la léthargie hivernale.

Les colonies de reproduction sont assez petites (5 à 20 femelles en général) changeant de sites au moindre dérangement.

La mise bas intervient dès la mi-juin. Les portées contiennent généralement un petit, parfois deux, notamment dans le Nord de l'Europe.

Espérance de vie : inconnue. Longévité maximale : 23 ans

Habitat et exigences écologiques

La Barbastelle affiche une préférence marquée pour les forêts mixtes âgées. Elle apprécie les milieux bocagers denses et les grands massifs forestiers qui lui offrent des zones de chasse riches et abondantes, ainsi que de nombreux gîtes arboricoles favorables.

La chasse s'effectue préférentiellement dans les forêts avec une strate buissonnante ou arbustive importante, dont elle exploite les lisières extérieures (écotones, canopée) et les couloirs intérieurs. La chênaie est particulièrement appréciée. La présence de zones humides en milieu forestier semble favoriser l'espèce.

Les peuplements jeunes, les monocultures de résineux, les milieux ouverts et urbanisés lui sont défavorables.

En hiver, on la trouve dans les fissures de falaises, à l'entrée des galeries de mines et des grottes, sous les ponts, les tunnels ferroviaires.

En été, on la trouve dans les fissures des bâtiments, derrière les volets, dans les trous d'arbres ou dans les entrées de grottes. Elle utilise toujours des fissures de 2 à 3 cm d'ouverture sur une quinzaine de centimètres de profondeur.

Menaces

- Conversion des peuplements forestiers autochtones, gérés de façon traditionnelle en monocultures intensives d'essences importées (ex : Morvan, Limousin),
- Destruction des peuplements arborés linéaires bordant les chemins, route, fossés, rivières et ruisseaux, parcelles agricoles,
- Traitements phytosanitaires touchant les microlépidoptères dont elle se nourrit,
- Circulation routière (destruction de plusieurs milliers de tonnes d'insectes par an en France),
- Développement des éclairages publics (destruction et perturbation du cycle de reproduction des lépidoptères nocturnes),

Mesures de gestion favorables

Gestion forestière favorisant le mélange des essences locales et la structuration des peuplements. Le Chêne et le Pin sylvestre sont des essences qui lui sont favorables, notamment dans un contexte de futaie irrégulière ou de taillis sous futaie, avec présence d'une végétation buissonnante au sol.

Maintien des lisières, des haies et des ripisylves.

Répartition géographique

L'espèce est présente dans toute l'Europe, de la Méditerranée au 60ème parallèle en Norvège. Toutefois, elle régresse de façon importante dans plusieurs régions (Hollande, Belgique, Angleterre, nord de la France)

Espèce très répandue jusqu'en Asie Centrale.

En France, la Barbastelle est rencontrée dans la plupart des départements, mais semble rare en bordure méditerranéenne sauf en Corse. Son statut reste toutefois, mal déterminé et nécessiterait d'être mieux connu.

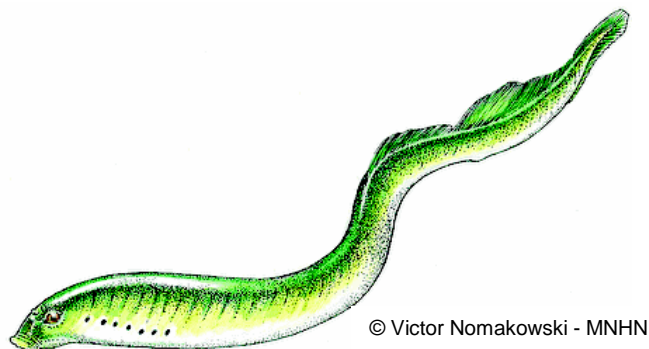
En Alsace, l'espèce est considérée comme rare.

Sur le site Natura 2000 de la Lauter, elle n'était pas signalée. Cette espèce a été découverte au courant de l'été 2008 par le bureau d'étude BIOTOPE, lors de prospection réalisée dans le cadre de la réalisation de la notice d'incidence du projet de Zone d'Activité Economique Est de Wissembourg.

Fiche espèce : la Lamproie de planer

Lampetra planeri (Bloch, 1784)

(Sources : PNRVN : Fiches espèces du DOCOB Vosges du Nord – CSP : Fiches espèces du DOCOB Rhin Ried Bruch de l'Andlau)



Classification

Super-classe : ***Agnathes cyclostomes***
Ordre : ***Pétromyzoniformes***
Famille : ***Petromyzontidés***
Genre : ***Lampetra***
Espèce : ***planeri***

Code Natura 2000 : 1096

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
Europe	Directive Habitats	Annexe II
	Convention de Berne	Annexe III
	Convention de Bonn	
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	8 décembre 1988

Listes rouge

Europe	
France	
Alsace	Rare

Description

Son corps est anguilliforme et se termine par une bouche sans mâchoire, en forme de ventouse. L'adulte mesure entre 12 et 15 centimètres. Contrairement aux autres poissons de nos rivières, la lamproie est dépourvue d'opercules mais présente sur chaque flanc 7 fentes branchiales. Sa couleur est gris verdâtre et bleuâtre sur le dos, jaune sur le flanc et plus claire sur le ventre.

Comportement

L'observation de la lamproie de Planer en pleine rivière est rare, ce qui rend cette espèce relativement méconnue du grand public. En effet, elle se caractérise par une phase larvaire longue, de 3 à 5 ans, durant laquelle elle vit enfouie dans la vase. Totalement aveugle pendant cette période, la larve filtre les micro-organismes présents dans les sédiments ou apportés par le courant. À l'âge adulte, elle quitte les berges ou le fond du lit (septembre-novembre) pour nager librement dans la rivière à la recherche d'un endroit où se reproduire. Durant sa vie d'adulte (quelques mois), la lamproie de Planer ne s'alimente pas.

Reproduction

Suite à l'accouplement, la femelle déposera plus d'un millier d'œufs dans un nid d'environ 20 cm de diamètre formé dans le gravier. La période de fraie s'étale d'avril à juin. Une fois la descendance garantie, tous les adultes meurent.

Habitat

La Lamproie de Planer affectionne les cours d'eau aux berges naturelles et diversifiées présentant des banquettes sédimentaires (sable et vase) nécessaires au développement de son stade larvaire. Elle recherche également, en remontant les rivières, les radiers (fonds graveleux) pour s'accoupler et pondre.

Exigences écologiques

- Une bonne qualité d'eau et surtout des sédiments
- Une accessibilité aux sites de reproduction (absence d'obstacles entre l'amont et l'aval des rivières)
- Des fonds alternant sable et graviers pour la reproduction
- Un cours d'eau naturel et diversifié présentant des banquettes vaseuses

Menaces

- Les polluants qui sont stockés dans les sédiments
- Les plantations d'épicéas qui détériorent les berges, habitat privilégié de la larve de Lamproie de Planer
- Les barrages et étangs qui empêchent la libre circulation des individus, isolent les populations et détériorent la qualité du milieu physique et de l'eau
- Les recalibrages, curages et rectifications de la rivière qui banalisent le milieu et détruisent l'habitat des larves

Mesures de gestion favorables

- Améliorer et garantir durablement la qualité de l'eau (traitement des eaux usées)
- Réhabiliter les zones de cours d'eau dégradées suite à des rectifications, canalisations ou pollutions
- Proscrire les curages
- Lutter contre l'implantation de nouveaux étangs
- Réduire l'impact des étangs existants (contournements, prises d'eau par le fond, débit réservé)
- Maîtriser les populations de résineux à proximité du cours d'eau
- Identifier les zones importantes pour la reproduction et s'assurer de leur préservation



La Lauter – photo : FDLG

Les cours d'eau naturels, présentant des banquettes de sable et des sous-berges diversifiées, sont des habitats privilégiés de la Lamproie de Planer

Répartition géographique

En Europe : elle est présente dans les rivières d'une bonne partie de l'Europe occidentale.

En France : on peut la rencontrer dans toutes les têtes de bassin en bon état. Elle est rare dans le sud-est.

En Alsace : la répartition de la lamproie de Planer connue en Alsace d'après les pêches à l'électricité réalisées par le Conseil Supérieur de la Pêche apparaît assez large, puisqu'elle comprend :

- le Vieux Rhin, le Rhin canalisé ou ses bras délaissés ;
- l'Ill (Carspach, Osthouse, la Wantzenau) et ses affluents vosgiens Doller, Fecht, Giessen et Bruche ;
- le cours moyen ou amont des cours d'eau de plaine : Lauter, Moder et affluents, Sauer et affluents, Zinsel du sud et Zinsel du nord, Eichel, Lague ;
- des cours d'eau phréatiques du Ried de l'Ill à Sélestat.

Sur le site Natura 2000 de la Lauter : La présence de la lamproie de Planer sur la Lauter est attestée par des observations assez récentes (2004) en aval de Wissembourg et à Niederlauterbach.

Fiche espèce : le Gomphe serpent *Ophiogomphus cecilia* (Geoffroy in Fourcroy, 1785)

(Sources : PNRVN : Fiches espèces du DOCOB Vosges du Nord – ODONAT : Fiches espèces du DOCOB Rhin Ried Bruch de l'Andlau)

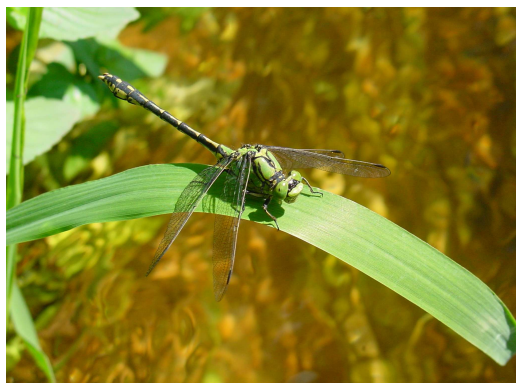


Photo : Sébastien Morelle - PNRVN

Classification

Phylum :	Arthropoda
Subphylum :	Hexapoda
Classe :	Insecta
Ordre :	Odonata
Sous- ordre :	Anisoptera
Superfamille :	Aeshnoidea
Famille :	Gomphidae
Genre :	Ophiogomphus
Espèce :	cecilia

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
Europe	Directive Habitats	Annexe II
	Convention de Berne	Annexe II
	Convention de Bonn	
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	22 juillet 1993, modifié le 19 février 2007

Listes rouges

Europe	En danger
France	Vulnérable
Alsace	Vulnérable

Description

L'adulte mesure entre 7 et 8 cm, avec une envergure allant de 30 à 36 mm. Le thorax est coloré d'un vert vif et l'abdomen rayé jaune et noir. On l'observe souvent posé au bord des cours d'eau, les ailes largement déployées au dessus du corps, comme tous les **Anisoptères***.

La larve, de couleur brunâtre, mesure entre 29 et 32 mm, elle est large et aplatie.

La détermination des larves de la famille des Gomphidés nécessite l'utilisation d'un matériel adapté et une certaine pratique dans le domaine.

**Les Anisoptères ou libellules vraies ont les ailes antérieures différentes des ailes postérieures, et se posent toujours en les déployant largement. Les Zygoptères ou demoiselles, de tailles plus modestes, ont les ailes antérieures identiques aux ailes postérieures, et se posent presque toujours en les regroupant au-dessus d'elles.*

Comportement

L'adulte, redoutable chasseur d'insectes volants, dispose d'une vue exceptionnelle et se déplace avec une grande aisance dans les airs. Il se tient souvent à proximité des rivières, dans les zones en friche ouvertes et très ensoleillées.

Assez farouche, il vole peu et se pose le plus souvent sur les chemins, les pierres et les plantes bordant l'eau.

La larve, de régime carnivore, se nourrit de petits animaux aquatiques qu'elle capture grâce à son masque préhensile qu'elle déploie violemment. Elle chasse à l'affût, tapie dans le sable.

Reproduction

À la suite de l'accouplement, la femelle émet lentement ses œufs qui forment une masse globuleuse à l'extrémité de l'abdomen. Cette opération se déroule fréquemment à l'écart du cours d'eau, dans les friches ou les bois proches.

Elle vole ensuite rapidement au-dessus de l'eau effleurant la surface à plusieurs reprises. A chaque contact, elle libère dans l'eau une partie des œufs. Une substance mucilagineuse fixe les œufs sur le substrat, évitant ainsi qu'ils soient entraînés par le courant. Dans les Vosges du Nord, les pontes se déroulent de juillet à septembre. Au terme du développement embryonnaire, l'œuf libère une larve dont la lente croissance est ponctuée par plusieurs mues. La larve vit 4 à 5 ans dans l'eau avant de prendre la forme adulte, aérienne et plus spectaculaire. Pour effectuer cette ultime métamorphose, elle grimpe le long des racines ou des végétaux en bordure du cours d'eau et s'extirpe lentement de son exuvie, avant de se sécher au soleil et de s'envoler. C'est la phase d'émergence.

Habitat

L'adulte colonise les zones ouvertes ensoleillées en bordure du cours d'eau.

La femelle choisit des zones de ponte présentant des bancs de sables propres à lame d'eau assez faible (environ 30 à 50 cm) et à courant moyen. Mâles et femelles présentent une période d'immaturité sexuelle d'environ deux semaines durant laquelle ils vivent éloignés de l'eau. Quand leur développement est achevé, seuls les mâles passent une partie importante de leur journée au bord de l'eau, à guetter les femelles qui viennent à l'eau pour pondre. La nuit ou par mauvais temps, tous les adultes désertent le milieu aquatique pour s'abriter dans les secteurs plus boisés.

La larve vit au fond de la rivière, dans de petites dépressions balayées par le courant. Elle affectionne les fonds sableux sans vase.

Exigences écologiques

- Une bonne qualité d'eau
- Un cours d'eau naturel et diversifié avec des bancs de sables propres
- Une mosaïque de paysages sur des grandes zones (secteurs ouverts ou en friches, zones naturelles boisées, zones de cours d'eau bordées d'une végétation dense)

Menaces

- La pollution de l'eau, agricole et domestique
- Les recalibrages, curages et rectifications de la rivière
- Les plantations de résineux en bordure de cours d'eau
- Les interventions sur la végétation au bord des cours d'eau pendant la période d'émergence

Mesures de gestion favorables

- Améliorer et garantir durablement la qualité de l'eau (traitement des eaux usées)
- Réhabiliter les zones de cours d'eau dégradées suite à des rectifications, canalisations ou pollutions
- Interdire les curages sur les zones sensibles
- Protéger plus strictement les zones de pontes et de développement des larves
- Conserver une mosaïque de milieux sur une grande portion (friches et zones forestières)

Remarque : l'importance de la durée du développement larvaire par rapport à la vie adulte (environ 20 fois plus) implique de porter des efforts de conservation particuliers sur le cours d'eau, habitat de la larve.

Répartition géographique

En Europe : très localisée cette espèce est présente en Europe moyenne et septentrionale.

En France : les populations sont limitées au bassin de la Loire et à la partie nord de l'Alsace (Vosges du Nord).

En Alsace : Cette espèce semble aujourd'hui circonscrite à la partie septentrionale de la région, au nord de la Zorn. La majorité des données proviennent des Vosges gréseuses septentrionales, où ses habitats sont les mieux représentés, et dans une moindre mesure, des parties de plaine de certains cours d'eau.

On note également une population isolée sur le Vieux Rhin.

Sur le site Natura 2000 de la Lauter : cette espèce est très bien représentée sur le site de la Lauter. Les prospections réalisées en 2006 ont permis de l'observer très fréquemment, essentiellement sur le cours d'eau, mais également sur les prairies et les eaux closes. Toutefois, cette population reste vulnérable et mérite une attention particulière.

Autres espèces remarquables

La Lauter accueille une population de libellules riche et variée. Même si le Gomphe serpentifère est une espèce phare pour le territoire, il est recommandé de prendre en considération une communauté d'espèces.

Le Sympétrum jaune (*Sympetrum flaveolum*)

Cette libellule caractérisée par une tache jeune située à la base de ses ailes est présente dans certaines prairies humides et cariçaies fauchées bordant la Lauter.

Cette espèce est en voie de raréfaction, ce qui lui confère un intérêt régional (en danger sur la liste rouge d'Alsace) et national (Liste Rouge des Odonates).

Fiche espèces : les Papillons

Azuré de la sanguisorbe - Azuré des paluds – Cuivré des marais (*Maculinea teleius* – *Maculinea nausithous* – *Lycaena dispar*)

(Sources : PNRVN : Fiches espèces du DOCOB Vosges du Nord – ODONAT : Fiches espèces du DOCOB Rhin Ried Bruch de l'Andlau – Luc DIETRICH (CSA) : étude en cours dans le cadre du programme LIFE Lauter)



Photo Pascal HOLVECK

Classification

Phylum : **Arthropoda**
 Subphylum : **Hexapoda**
 Classe : **Insecta**
 Ordre : **Lepidoptera**
 Sous-ordre : **Rhopalocera**
 Superfamille : **Papilionidae**
 Famille : **Lycaenidae**

Genre :	Lycaena	Glaucopsyche* (Maculinea)	Glaucopsyche* (Maculinea)
Espèce :	dispar	teleius	nausithous

* Actuellement, le nom de genre valide pour les Azurés n'est plus « *Maculinea* » mais « *Glaucopsyche* ». Pour éviter des incompréhensions de la part des lecteurs, dans le DOCOB Lauter, nous avons conservé le nom de genre « *Maculinea* ».

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
Europe	Directive Habitats	Annexe II et IV
	Convention de Berne	Annexe II
	Convention de Bonn	
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	22 juillet 1993

Directive habitats

Annexe II : espèce dont l'habitat est à protéger par la mise en place de sites

Natura 2000

Annexe IV : espèce à protéger strictement même hors site Natura 2000

Listes rouge

Monde (UICN)	Risque faible, espèce quasi menacée
France	En Danger
Alsace	Vulnérable

Description

L'Azuré de la Sanguisorbe possède une envergure de l'aile antérieure de 16 à 18 mm. Le mâle présente des ailes bleues brillantes à bordure sombre sur le dessus. Elles sont tachetées de 3 à 4 points noirs. Le dessous est grisâtre. La femelle est d'un bleu plus foncé, et se caractérise par une marge noire plus large à délimitation plus floue que celle du mâle.

Cette espèce peut être confondue avec **L'Azuré des Paluds** qui possède la même taille. Le dessus des ailes des papillons mâles est bleu foncé et présente une très large et diffuse marge noire.

La femelle est, quant à elle, brun foncé. Les deux sexes arborent un dessous des ailes brun cannelle.

Le Cuivré des marais a une envergure de l'aile antérieure variant de 13 à 20 mm.

La deuxième génération de l'espèce est plus petite que la première. Le dessus des ailes est orange cuivré bordé de noir.

Le mâle possède une tache noire au milieu de l'aile antérieure (plusieurs taches pour la femelle).

Notons également que le dessous des ailes postérieures est gris pâle bleuté avec des points noirs cerclés de blanc.

Comportement

Les Azurés : le cycle biologique de ces espèces est très particulier.

Le développement de la chenille est complexe, il nécessite impérativement la présence de la Sanguisorbe et d'une fourmilière. On observe une seule génération par an, avec une période de vol s'étalant de début juillet à fin août.

Les azurés s'éloignent peu des sites de reproduction.

Le Cuivré des marais : en France, il apparaît en deux générations. La première s'observe du 15 mai à la fin juin et la seconde de la fin juillet à la fin août. Le cuivré peut se déplacer sur 20 kilomètres.

Reproduction

Les Azurés : les femelles déposent les œufs dans les inflorescences de Sanguisorbes. Au quatrième stade larvaire, la chenille se laisse tomber au sol et est récupérée par la fourmi-hôte (*Myrmica rubra*). Elle va hiverner 10 à 11 mois dans la fourmilière et se nourrir de larves.

Le Cuivré des marais : les mâles ont un comportement territorial. La ponte se fait essentiellement sur les feuilles de patiences (*Rumex sp.*). On observe cinq stades larvaires.

Habitat

Les trois espèces affectionnent les prairies humides, les bas-marais ou les bordures des mégaphorbiaies. Il est également possible d'observer les azurés dans les prairies mésophiles de fauche à Sanguisorbe.

Les azurés se retrouvent jusqu'à 900 m d'altitude. Le Cuivré des marais est, quant à lui, plus présent à l'étage collinéen. Les milieux utilisés doivent être ensoleillés.

Exigences écologiques

- Maintien des prairies humides en bon état de conservation
- Présence des plantes hôtes en période de reproduction : maintien de milieux ouverts fauchés tardivement et éventuellement très précocement (avant mi-juin)

Menaces

- Assèchement des zones humides (remblais et drainages)
- Fauche pendant la période de floraison de la Sanguisorbe (pour les *Maculinea*)
- Fauche sur le bord des routes/chemins qui provoque la disparition de micromilieus favorables à l'installation d'îlots de populations
- Pâturage bovin et équin qui provoque la disparition de la Sanguisorbe.

Mesures de gestion favorables

- Dans les prairies de fauche, réaliser une fauche un mois avant le début de la période de vol du papillon (soit mi-juin) et faire la deuxième tardivement (mi-septembre)
- Adapter localement des périodes de fauche des bords des routes en fonction du cycle de développement de l'espèce
- Cartographier les stations des espèces et réaliser des suivis annuels

Répartition géographique

- **En Europe :**

Azuré de la Sanguisorbe : espèce d'origine asiatique (visible jusqu'au Japon), elle est présente dans l'est de la France (Lorraine, Alsace...), dans la vallée de la Loire et les marais charentais.

Azuré des Paluds : papillon eurasiatique que l'on rencontre jusqu'en Mongolie. En France, il est uniquement présent sur la bordure est du pays (de la Moselle à la Savoie).

Cuivré des marais : espèce paléarctique à répartition française plus large, son aire de présence est morcelée depuis la France jusqu'à l'est de l'Asie.

- **En Alsace et sur le site de la Lauter :**

Azuré de la Sanguisorbe : se rencontre dans le ried ello-rhénan (Ried de l'III, de la Zembs, de la Blind, Bruch de l'Andlau, ...), dans quelques localités du piémont bas-rhinois (Bernardswiller, Ried de Goxwiller, Ried d'Epfig), localement sur le pourtour du massif forestier de Haguenau ainsi que dans les vallées vosgiennes : val de Villé, vallée de la Bruche, vallée de Lembach.

Les données relativement anciennes, pour la période 1985-1986 (DENNY CONSULTANT, 1994), complètent la répartition de l'Azuré de la sanguisorbe pour le Nord de la bande rhénane, l'Outre-Fôret (Hatten, Stundwiller), la

basse vallée de la Lauter, les vallées de la Bruche, de la Lièpvrette, le Ried rhénan à Rhinau et dans le Haut-Rhin, pour le Ried de Colmar-Illhausern et la vallée de la Fecht.

Pour l'instant, aucune donnée récente n'atteste sa présence sur le site de la Lauter.

Azuré des paluds : l'aire de répartition actuelle de l'Azuré des paluds se superpose à celle de l'Azuré de la sanguisorbe et comprend en plus l'Alsace Bossue dans les vallées de l'Isch et de la Sarre et une petite population isolée en Petite Camargue Alsacienne.

On note également quelques observations ponctuelles dans la vallée de la Zorn et dans la vallée de la Thur à Urbès. L'Azuré des paluds est un peu plus répandu que l'Azuré de la Sanguisorbe, notamment sur la bande rhénane Nord avec des observations réalisées ces dernières années.

Pour la période 1985-1986 (DENNY CONSULTANT, 1994), sa présence est aussi attestée dans l'Outre Forêt, dans les vallées de la Bruche, de la Lièpvrette et de la Fecht, dans le Val de Villé et dans le Ried de Colmar-Illhausern.

Sur le site de la Lauter, l'Azuré des paluds a fait l'objet de trois observations ponctuelles de un ou de quelques individus entre 2002 et 2005. Depuis, sa présence a été attestée par une dizaine d'observations réalisées en 2008 (Luc DIETRICH – CSA) sur le marais d'Altenstadt et de façon très ponctuelle (3 observations) sur les prairies bordant la Lauter à Wissembourg.

Cuivré des marais :

Les informations disponibles sur l'espèce indiquent des stations connues principalement dans les régions naturelles suivantes : Bande rhénane ; Bruch de l'Andlau ; Ried de l'Ill ; Vosges du Nord ; Val de Villé ; Piémont bas-rhinois (Molsheim-Obernai). Ried de la Zorn ; Vallée de l'Isch ; Vallée de la Sarre ; Vallée de la Lague ; Vallée de la Doller ; Sundgau ;

Compte tenu de l'aire de répartition étendue de l'espèce sur le territoire alsacien et du manque d'inventaires, de nombreuses stations restent probablement à inventorier sur l'ensemble des régions naturelles identifiées ci-dessus ainsi que pour d'autres secteurs, comme la vallée de la Lauter ou de la Bruche.

Sur le site de la Lauter la présence de l'espèce a été détectée en 2005, à proximité de Wissembourg.

Depuis, sa présence a été attestée par 13 observations réalisées en 2008 (Luc DIETRICH – CSA), principalement sur le marais d'Altenstadt (4 stations) et de façon très ponctuelle (1 station) sur une prairie bordant la Lauter à Wissembourg.

Fiche espèce : le Dicrane vert

Dicranum viride, (Sullivant & Lesquereux) Lindberg

(Sources : MNHN, Cahiers d'habitats / A. Untereiner - ONF)



photo A. Untereiner

Classification

Règne : **Plantae**
 Embranchement : **Bryophyta**
 Classe : **Bryopsida**
 Ordre : **Dicranales**
 Famille : **Dicranaceae**
 Genre : **Dicranum**
 Espèce : **viride**

Code Natura 2000 : 1381

Statuts réglementaires

Monde	Convention de Washington	
	Directive Habitats	Annexe II
Europe	Convention de Berne	Annexe I
	Convention de Bonn	
	CITES	
France	Arrêté ministériel du	

Listes rouge

Europe	Vulnérable
France	—
Alsace	—

Description

Cette mousse, de couleur vert foncé à olivâtre apparaît essentiellement sous forme de petits coussins de quelques cm², rarement de grandes dimensions (exceptionnellement quelques décimètres carrés), sur les troncs d'arbres feuillus en forêt. L'épaisseur des coussins est variable et peut aller de 1 à 4 cm.

Les feuilles lancéolées sont flexueuses à sec et raides lorsqu'elles sont humides. Elles sont fragiles et se brisent facilement. Les brisures peuvent servir à reproduire l'espèce (reproduction végétative), voire à sa dissémination.

Reproduction

Le Dicrane vert présente la particularité d'être toujours stérile. Sa dissémination est assurée par voie végétative : les feuilles de la plante sont fragiles et cassantes. Chaque brisure de feuille peut donner naissance, lorsque les conditions sont favorables, à une nouvelle tige feuillée.

Habitat

Cette mousse qui affectionne des conditions d'humidité assez soutenue et permanente, se développe surtout sur les troncs d'arbres vivants, situés en forêt (ombrage). Les arbres penchés, de gros diamètre, à écorce lisse (surtout hêtre, charmes sans exclusive cependant) constituent ses milieux de prédilection. Elle se développe surtout à la base des troncs

Exigences écologiques

Le maintien des populations de Dicrane vert est étroitement dépendant de la présence des arbres hôtes, à savoir, de feuillus de gros et très gros diamètres, au port penché (hêtres, charmes, frênes, aulnes...). Le Dicrane vert a besoin de conditions d'humidité favorables (humidité atmosphérique, présence d'eau dans ou sur le sol, etc...). Il est également tributaire d'un environnement lumineux stable.

Quelques habitats d'intérêt communautaire susceptibles d'être concernés

Hêtraies à Luzule (code DH : 9110)

Hêtraies chênaies charmaies (code DH : 9130)

Chênaies pédonculées charmaies frênaies (code DH : 9160)

Menaces potentielles

En Europe, la raréfaction du Dicrane vert serait liée en partie à sa faible fertilité. Toutefois, ceci n'explique pas vraiment sa régression car ses capacités de multiplication végétative sont loin d'être négligeables.

Espèce des vieilles forêts, le rajeunissement (mise en lumière, réduction des arbres hôtes potentiels) des peuplements forestiers (coupe à des stades submatures) pourrait aussi constituer un facteur de régression, de même que des récoltes trop importantes dans certaines stations de plaine (réduction du nombre d'arbres hôtes potentiels). Enfin les changements climatiques globaux (élévation des températures et baisse de l'humidité relative) et la pollution atmosphérique sont aussi susceptibles d'influencer la répartition et l'importance des populations.

Mesures de gestion favorables

La gestion de cette espèce s'avère relativement simple bien que minutieuse. Il convient :

- d'inventorier et de désigner les arbres porteurs,
- d'évaluer et de suivre les populations de Dicrane vert,
- d'identifier les arbres dont la présence proche garantit les conditions d'ombrage appropriées, afin de les maintenir en place,
- de favoriser le traitement des parties de forêts concernées en îlot de vieillissement

Répartition géographique

Espèce subcontinentale, le Dicrane vert se développe essentiellement de l'étage collinéen à l'étage montagnard (de 200 à 800-1000 m d'altitude). Limité surtout à la zone médiane nord de l'Europe jusqu'au Caucase et l'énissei (Sibérie), il se rencontre aussi en Amérique du Nord (Ohio, Caroline du Nord, Tennessee...) et même au Japon.

En France, ce taxon est en limite absolue d'aire européenne vers le sud et l'ouest. Il se cantonne essentiellement dans l'est de la France (Franche-Comté, Lorraine, Alsace).

En Alsace l'espèce est présente en forêt de Haguenau, en forêt domaniale de Haslach, en forêt domaniale de la Hardt, dans le Sundgau (à Bisel et Friesen). Tous ces sites ont fait l'objet d'une procédure d'extension de site Natura 2000 motivée par la présence de cette espèce.

Sur le site Natura 2000 de la Lauter, le Dicrane vert a été identifié au niveau de 3 stations situées en forêts de Niederlauterbach, Salmbach et Wissembourg.

Évolution et état des populations

Bien qu'elle ne soit pas en danger au niveau mondial, l'espèce est en danger, rare ou au bord de l'extinction dans la plupart des pays d'Europe concernés.

En France, ses populations sont limitées très souvent à de petites touffes dispersées sur la base des troncs jusqu'à une hauteur de 2 à 3 m, rarement au-delà. L'essentiel des populations actuellement reconnues (signalées depuis 1980) est localisé en Franche-Comté, Lorraine, Alsace et plus sporadiquement en Auvergne (Allier).

ANNEXE 2

Comptes-rendus des réunions de Comité de Pilotage
--

19 novembre 2007

12 décembre 2008



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PRÉFECTURE DE WISSEMBOURG



Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 2EME COMITE DE PILOTAGE DU 19 NOVEMBRE 2007

Le lundi 19 novembre 2007 à 14 h 30 s'est tenue dans les locaux de la mairie de Lauterbourg, sous la présidence de Monsieur Patrick Cousinard, Sous-préfet de l'arrondissement de Wissembourg, la 2^{ème} réunion du comité de pilotage Natura 2000 pour le site de la « Lauter ».

Personnes présentes :

M. Patrick COUSINARD, sous-préfet de Wissembourg
 M. Jean-Michel FETSCH, Maire de Lauterbourg
 M. Jean-Pierre BITTERWOLF, Adjoint au Maire de Lauterbourg, Président du SIVOM de Lauterbourg - Scheibenhart
 M. Pierre BERTRAND, Maire de Wissembourg et 1^{er} vice-président du Conseil Général du Bas-Rhin
 M. André FRITZ, Maire de Niederlauterbach
 M. Jean-Claude HEINTZ, Adjoint au Maire de Niederlauterbach
 M. Francis JOERGER, Mairie de Scheibenhart
 M. Charles STRASSER, Mairie de Salmbach
 M. Camille REICHERT, SIVU de la Bande Rhénane Nord
 M. Sébastien KERN, Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
 M. Stéphane ASAEL, Centre Régional de la Propriété forestière d'Alsace Lorraine
 M. Sébastien LIBBRECHT, Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin
 M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens
 M. Nicolas BRACONNIER, Fédération Départementale des Chasseurs du Bas-Rhin,
 M. Alain WILLER, Ligue de Protection des Oiseaux d'Alsace
 Mme Agnès MASSON, Service Départemental Eau et Assainissement
 M. Alain BERTRAND, Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin
 Mme Lise POIVEY, Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin
 Mme Claire TISSIER, Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin
 M. Eric DURAND, Office National des Forêts, responsable du projet LIFE nature « protection des forêts de la Basse Vallée de la Lauter et des Vosges moyennes »
 M. Patrice BONNEVILLE, Secrétaire administratif à la sous-préfecture de Wissembourg
 M. Yves WERTENBERG, DIREN Alsace
 Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes ou organismes excusés :

M. METZ, Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin
 Mme Denise HIEBEL, Maire de Schleithal
 M. Christian DRONNEAU, Service Environnement de la Région Alsace
 M. Thierry CLAUSS, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
 Mme FIERLING, Chambre de Commerce – Service aménagement du territoire
 M. LORENTZ
 Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
 Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Introduction

M. FETSCH, Maire de Lauterbourg, accueille l'ensemble des participants.

M. COUSINARD, sous-préfet de Wissembourg, remercie la commune de Lauterbourg pour son accueil et salue l'ensemble des participants. Il sollicite les éventuelles observations sur le compte rendu de la réunion précédente.

En l'absence de remarques, le compte-rendu de la réunion du 6 octobre 2005 est approuvé.

M. le sous-préfet de Wissembourg présente l'ordre du jour de la réunion :

- Rappel sur la démarche en cours,
- Rappel sur le contenu du DOCOB – notion de diagnostic écologique,
- Présentation de l'état initial du site,
- Proposition d'une méthodologie de travail pour la poursuite du DOCOB,
- Echancier.

1/ Rappel sur la démarche en cours, le contenu du DOCOB et la notion de diagnostic écologique (Yves WERTENBERG, DIREN Alsace et Frédérique DE LA GORCE, ONF - opératrice du DOCOB)

Voir la version imprimée du diaporama qui a été distribuée en séance et peut être obtenue auprès de l'opératrice.

M. WERTENBERG de la DIREN précise qu'il est nouvellement arrivé à la DIREN et qu'il remplace M. BROCCHIERO pour ce qui concerne le suivi de l'élaboration du DOCOB Natura 2000 de la Lauter. Plus globalement, M. WERTENBERG est responsable des dossiers concernant Natura 2000 sur l'ensemble du Bas-Rhin exceptés les sites Rhin - Ried - Bruch de l'Andlau.

M. WERTENBERG restitue la démarche engagée sur le site de la Lauter, dans le contexte Natura 2000. Il rappelle que le premier comité de pilotage (COPIL) réuni en octobre 2005 a permis de nommer l'opérateur du DOCOB, à savoir l'ONF et de faire démarrer l'élaboration du DOCOB. Ainsi, en 2006 et 2007 se sont déroulées un certain nombre d'études qui ont permis d'élaborer le diagnostic de l'état initial du site qui sera présenté aujourd'hui.

M. BERTRAND, Maire de WISSEMBOURG, précise que les communes n'étaient pas demandeuses du classement en site Natura 2000.

M. WERTENBERG rappelle quels sont les éléments de contenu du DOCOB et quel est le rôle de l'opérateur chargé de sa rédaction, à savoir l'ONF.

Mme DE LA GORCE rappelle quelle est la composition géographique de la ZSC de la Lauter. Elle présente ensuite le programme LIFE « protection des forêts de la basse Lauter et des Vosges moyennes » et explique quelle est son articulation avec le DOCOB. Le programme LIFE est complémentaire du DOCOB car il apporte des éléments de diagnostic complémentaires, et permettra de mettre en œuvre un certain nombre d'actions en faveur des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

M. BERTRAND souhaite que la distinction soit faite entre les partenaires - « financeurs » du projet d'une part et ceux qui ne sont qu'acteurs techniques (Conservatoire des Sites Alsaciens - CSA) d'autre part.

M. DURAND de l'ONF, responsable du projet LIFE, confirme que les financeurs sont les communes de Wissembourg, Salmbach et Niederlauterbach, l'Union Européenne, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la DIREN et l'ONF. Il précise que le CSA n'était initialement pas partenaire du projet, mais va le devenir conjointement au Conseil Général du Bas-Rhin, propriétaire de la majorité des sites gérés par le CSA.

M. FETSCH, Maire de LAUTERBOURG, souhaite savoir si les partenaires ont adhéré au projet librement.

M. DURAND précise que c'est bien le cas. Il s'agit des trois communes les plus concernées par le site.

M. BRACONNIER, de la Fédération Départementale des Chasseurs, souhaite savoir quel est l'objectif des actions d'acquisitions foncières concernant les zones enfrichées. Qu'impliquera leur soumission au régime forestier ?

M. DURAND répond que cette action ne pourra se mettre en œuvre que s'il existe une volonté du propriétaire de vendre ses terrains. Suivant la nature des terrains concernés, on pourra choisir soit de favoriser l'évolution vers un état boisé (forêt) soit au contraire, d'œuvrer en faveur d'un retour à un milieu ouvert. La décision sera à prendre au cas par cas.

M. BERTRAND rappelle toutefois qu'au delà de 20 ans de couverture par les ligneux, un terrain acquiert un statut « boisé » et doit donc faire l'objet d'une procédure de défrichement en cas de souhait de réouverture du milieu.

3/ Présentation de l'état initial du site (Frédérique DE LA GORCE, opératrice Natura 2000)

Mme DE LA GORCE précise la notion de diagnostic écologique et en présente les résultats. Elle rappelle que celui-ci a été rédigé sur la base d'études réalisées par divers experts de l'ONF : Richard BŒUF, Pascal HOLVECK et Philippe HUM (habitats forestiers, prairiaux et aquatiques), Gilles GODINAT (Amphibiens) et Jean-Pierre SAINT-ANDRIEUX (Odonates).

Certaines espèces n'ont pas fait l'objet de prospection spécifique et leur présence n'a pu être caractérisée que d'après les informations trouvées dans la bibliographie (cas des Chiroptères, des poissons et des papillons). Les papillons d'intérêt communautaire feront l'objet d'une prospection et d'une cartographie ultérieurement, dans le cadre du programme LIFE.

M. FETSCH, signale une erreur dans le diagnostic écologique : le Saumon ne peut pas remonter la Lauter au delà du moulin de Scheibenhard.

Mme DE LA GORCE reconnaît que pour ce qui concerne les poissons, ses sources d'information ont été assez maigres. Elle s'est essentiellement basée sur des relevés de pêches électriques réalisées par le CSP en 2004. Elle n'a pas trouvé d'information très claire sur le caractère franchissable des ouvrages de la Lauter et remercie M. FETSCH de cette intervention.

M. DURAND précise que les relevés de pêches électriques concernés ont sans doute été réalisés après des lâchers artificiels.

NDLR - Cette hypothèse a été depuis confirmée lors d'une prise de contact avec l'ONEMA. En effet, des lâchers ont bien été réalisés à cette période et le suivi par pêche électrique a permis de confirmer que le milieu serait potentiellement favorable à l'espèce, si toutefois celle-ci était en mesure de franchir les obstacles infranchissables localisés en aval de la Lauter. On ne peut donc pas considérer que l'espèce soit naturellement présente sur le site Natura 2000 de la Lauter.

Mme DE LA GORCE présente ensuite le diagnostic socio-économique qui a été réalisé en grande partie par Céline MULLER (ONF – Agence de Haguenau).

M. FETSCH indique que le projet de captage d'eau potable à Niederlauterbach n'est plus d'actualité. Par ailleurs, il signale un projet de descente de la Lauter en canoë-kayak entre Wissembourg et Lauterbourg.

M. BRACONNIER émet des doutes quant à l'importance réelle des populations de gibier et demande que soit précisée les sources de l'ONF desquelles est tirée cette affirmation.

M. le sous-préfet rappelle que la DRDAF 67 a communiqué des éléments techniques sur la question, concordants avec des populations importantes. Cette donnée trouve sa place dans le DOCOB car elle permet de rappeler qu'il existe sur ce territoire une potentialité d'activité de chasse, mais également de dégâts occasionnés par le grand gibier.

Mme DE LA GORCE affirme qu'elle apportera la réponse quant aux sources de données utilisées.

NDLR - Réponse a posteriori : les données utilisées pour formuler ce diagnostic sont issues d'une campagne de mesure de l'Indice de Pression Floristique (IPF) réalisée en 2003 (voir § B.2.2.1.4. du DOCOB). Par ailleurs l'impact du gibier est constaté également dans le cadre de la gestion forestière courante, notamment par comparaison avec les enclos de protection qui ont été mis en place dans le cadre de la reconstitution post-tempête.

M. LIBBRECHT souhaite que soient bien distingués le contexte agricole global du secteur Wissembourg-Lauterbourg et celui concernant strictement le site Natura 2000. En effet, sur le site Natura 2000 et à proximité directe, on assiste plutôt à une stagnation du nombre de terres labourées et drainées.

Mme DE LA GORCE précise que la distinction a bien été faite dans le document et qu'en effet, on constate que les parcelles agricoles incluses dans le site Natura 2000 sont essentiellement concernées par de la prairie ou des jachères.

M. le sous-préfet s'interroge sur le projet de réserve intégrale côté allemand, aux abords de la Lauter.

M. BERTRAND répond que des négociations récentes avec les Allemands ont permis d'arrêter le principe selon lequel la zone comprise entre la Lauter et la terrasse haute continuerait à être gérée, ce qui permettra notamment d'intervenir sur les embâcles qui pourraient tomber dans le lit de la rivière depuis sa rive gauche.

Mme DE LA GORCE précise que le programme LIFE prévoit une étude comparative de ce qui se fait dans le cadre de Natura 2000 de part et d'autre de la frontière puisque le site de la Lauter trouve son équivalent côté allemand.

Cette étude ira même jusqu'à envisager la possibilité de création d'une structure transfrontalière pour assurer une gestion cohérente du cours d'eau.

M. BITTERWOLF, s'interroge sur le problème de la renouée du Japon.

Mme DE LA GORCE constate que le problème n'est pas encore très important sur le site Natura 2000 de la Lauter. Cela est probablement dû au fait que les ripisylves de cette rivière sont encore bien structurées et ne laissent pas beaucoup d'opportunité au développement de la Renouée du Japon. Si toutefois, celle-ci devait se développer, il conviendrait de prévoir le plus rapidement possible des mesures de lutte. Cependant, peu de méthodes ont fait leur preuve jusqu'à présent, si ce n'est le maintien des ripisylve naturelles qui constitue la méthode préventive la plus efficace.

M. WERTENBERG précise que la DIREN est très attentive à cette problématique et ne manquera pas de faire connaître les différentes méthodes de lutte qui auront fait leur preuves.

4/ Calendrier prévisionnel

Mme DE LA GORCE présente enfin les différentes étapes ainsi que le calendrier prévisionnel de la poursuite de l'élaboration du DOCOB.

M. FETSCH souhaite qu'une trêve soit observée pendant la période des élections municipales de 2008 et que le calendrier prévisionnel soit décalé en conséquence c'est à dire de trois mois.

Mme DE LA GORCE précise que le travail à réaliser d'ici la prochaine réunion du comité de pilotage (COFIL) ne fera pas forcément appel à une représentation officielle des élus mais plutôt à des échanges au sein de groupes techniques sur des thématiques précises, afin d'échafauder un plan d'action qui sera alors présenté au COFIL pour discussion et validation.

M. WERTENBERG précise que la DIREN souhaite que le DOCOB puisse aboutir rapidement pour se prémunir d'un possible essoufflement de la mobilisation des acteurs dans la durée.

M. le sous-préfet pense néanmoins qu'un décalage est souhaitable afin que la concertation puisse avoir lieu dans les meilleures conditions.

M. BERTRAND propose que le COFIL soit de nouveau réuni fin mai et qu'un COFIL de validation final soit prévu fin septembre 2008. Il souhaite par ailleurs qu'une visite de terrain soit proposée aux membres du comité de pilotage lors de la réunion du mois de mai, ce qui permettrait de faire entrer concrètement les nouvelles équipes municipales dans la démarche.

Enfin, M. FETSCH et M. BERTRAND insistent pour que les mairies soient destinataires des documents papiers avant la tenue des réunions.

M. WERTENBERG précise que les membres du comité avaient été informés que l'ensemble des pièces présentées étaient disponibles au téléchargement sur internet ou à défaut, sur leur demande, imprimé et envoyé, pour ne pas imprimer et diffuser des masses documents non finalisés, dans une logique d'écoresponsabilité chère à la DIREN. Néanmoins, il est pris bonne note de cette suggestion : les mairies seront désormais interrogées pour connaître leur besoin et les documents envoyés au cas par cas.

Concernant le calage du périmètre Natura 2000, M. le sous-préfet souhaite savoir si une consultation sera à prévoir.

M. WERTENBERG lui précise que ça ne sera pas nécessairement le cas, notamment si le calage ne modifie le périmètre qu'à la marge.

NDLR – Précision sur ce point a posteriori : l'article L414-1 du Code de l'Environnement précise que « le projet de périmètre modifié de la zone est soumis à la consultation des organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés par la modification du périmètre. ». L'interprétation faite par le MEDAD quant à une modification de périmètre "à la marge", ne justifiant pas de consultation, est très restrictif : il ne peut en effet s'agir que de modification du tracé visant exclusivement à corriger les éventuelles imprécisions du tracé d'origine.

Concernant la première partie du DOCOB présentée aujourd'hui, M. WERTENBERG demande que les observations des uns et des autres puissent remonter à l'ONF dans un délais de 3 semaines à compter de la réception du compte-rendu de réunion.

Mme DE LA GORCE demande que les personnes intéressées pour participer à des groupes de travail thématiques se fassent connaître rapidement. A priori les thématiques devant faire l'objet de réunions spécifiques sont les suivantes :

- Gestion des milieux ouverts
- Gestion des milieux forestiers (en lien avec le programme LIFE)
- Gestion du cours de la Lauter (en lien avec le programme LIFE)
- Activités de loisirs et de tourisme, incluant la chasse et la pêche (en lien avec le programme LIFE)

Ces groupes thématiques ont vocation à identifier les enjeux et les objectifs pour le site, afin de conduire à l'élaboration du plan d'action. Il s'agit donc de réunir les personnes concernées et compétentes sur les différents sujets afin d'aboutir à des propositions techniques concrètes.

Les réunions de groupes thématiques débiteront dès le début de l'année 2008.

M. ASAEL, considère que le dispositif Natura 2000 n'est pas bien adapté à la problématique de la forêt privée qui est souvent très morcelée et très hétérogène. La participation de la forêt privée à un groupe de travail paraît donc prématurée compte tenu du manque de connaissance des types de propriétaires et des pratiques de gestion. M. ASAEL souhaite que le DOCOB puisse être l'occasion de mettre en œuvre une enquête approfondie sur ce thème.

Par ailleurs, M. ASAEL rappelle que la forêt privée est actuellement concernée par un vaste programme de restructuration du foncier forestier, en vue notamment de faciliter la mise en œuvre de mesures de gestion sur un parcellaire moins morcelé.

M. WERTENBERG rappelle qu'au titre de la contractualisation et des moyens financiers associés, en particulier pour les actions en milieu forestier, ne sont éligibles à des financements MEDAD et FEADER que les actions clairement identifiées.

Mme DE LA GORCE précise que des actions peuvent être envisagées, dans le cadre de la mise en œuvre du DOCOB, s'appuyant sur des financements autres que ces contrats Natura 2000, par exemple avec le soutien des filières.

5/ Conclusion

Mme DE LA GORCE mettra rapidement en œuvre les groupes de travail thématiques. Un courrier sera envoyé aux différents acteurs potentiellement concernés par l'une ou l'autre des thématiques, mais cela n'empêche personne de faire connaître son souhait de participer à l'un ou l'autre groupe de travail présenté.

La première partie du DOCOB sera réputée « validée » par le COPIL une fois que les remarques des membres du COPIL y auront été intégrées. Pour cela, il est nécessaire que toutes les remarques puissent remonter à l'ONF dans le délai de 3 semaines accordé.

La prochaine réunion du Comité de pilotage aura lieu en mai 2008 et sera couplée à une sortie de terrain. Cette réunion aura pour principal objectif la validation du plan d'action.

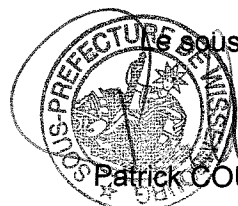
Coordonnées de l'opérateur du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex
Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

 sous préfet
Patrick COUSINARD

ANNEXE 3

Comptes-rendus des réunions de Groupes thématiques

Milieux ouverts : 24 janvier 2008 ; 4 avril 2008

Milieux aquatiques : 4 février 2008 ; 31 mars 2008

Loisirs et tourisme : 22 avril 2008

Forêts : 25 avril 2008

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « GESTION DES MILIEUX OUVERTS » DU 24 JANVIER 2008

Personnes présentes :

M. Charles STRASSER, Mairie de Salmbach
M. Camille REICHERT, SIVU de la Bande Rhénane Nord
M. Laurent LENGERT, Adjoint au Maire de Schleithal, Agriculteur
M. Etienne FISCHER, FDSEA Wissembourg
M. Marc BECKER, FDSEA Wissembourg
M. Sébastien KERN, Service Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
M. Rémy MICHAEL, Responsable Environnement à la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

M. Fabien METZ, Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin

M. Joseph BEAULIEU, FDSEA
M. Philippe OSSWALD, Conseiller FDSEA

1/ Présentation du contexte par Mme Frédérique DE LA GORCE, opératrice Natura 2000, chargée de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) – voir diaporama distribué en séance et disponible auprès de l'opératrice.

Etat d'avancement du DOCOB

■ Travaux réalisés

- Diagnostic écologique
 - Cartographie des habitats naturels et caractérisation des états de conservation
 - Cartographie des habitats d'espèces et caractérisation des états de conservation
- Diagnostic socio-économique

■ Travaux en cours et à venir

- Définition et hiérarchisation des enjeux et des objectifs du site
- Propositions de mesures : élaboration d'un plan d'actions
- Rédaction de la Charte Natura 2000
- Rédaction des cahiers des charges des contrats Natura 2000
- Calage du périmètre sur fond cadastral ou sur photos aériennes

- Définition des modalités d'évaluation du DOCOB

Objectifs du groupe de travail

- Définir les enjeux liés à la gestion des habitats de milieux ouverts, ainsi que les objectifs de conservation
- Définir les mesures à mettre en œuvre pour assurer la conservation des habitats ouverts et des espèces liées aux milieux ouverts : modalités de gestion pour les habitats naturels et pour les habitats d'espèces
- Elaborer les cahiers des charges types des contrats Natura 2000 (bonnes pratiques et engagements rémunérés)
 - Projet agri-environnemental pour les parcelles à vocation agricole
 - Contrats Natura 2000 pour les autres gestionnaires (Collectivités, CSA, Hippodrome,...)
- Définir les engagements qui figureront dans la Charte Natura 2000 pour les milieux ouverts

Présentation des habitats et espèces d'intérêt communautaire identifiés sur les milieux ouverts du site Natura 2000

Voir diaporama et/ou première partie du document d'objectifs (DOCOB).

2/ Enjeux et propositions d'objectifs de conservation pour les habitats et les espèces des milieux ouverts

Voir la version imprimée du diaporama qui a été distribuée en séance et peut être obtenue auprès de l'opératrice.

Mme DE LA GORCE propose au groupe de travail de réfléchir aux enjeux et objectifs à retenir pour les habitats et les espèces de milieux ouverts à partir de la proposition suivante :

Constat global

- Les habitats ouverts occupent une faible surface sur l'ensemble du site Natura 2000 : on constate notamment au cours des dernières décennies, une diminution de surface au niveau du marais d'Altenstadt du fait du drainage et de la déprise agricole (apparition du Solidage, enfrichement)
- Les habitats ouverts ont subi une perte importante de biodiversité liée notamment aux drainages importants qui ont affecté le site au cours du siècle dernier : disparition du Liparis de Loesel (Orchidée) parmi une trentaine d'autres espèces patrimoniales qui n'ont pas pu être retrouvées, principalement du fait de la disparition de certaines zones humides.
- Les habitats encore présents sont caractérisés par un état de conservation assez satisfaisant, même si une amélioration reste possible par une extensification de la gestion.

Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux ouverts présents sur le site

→ Biodiversité

→ Activité économique agricole

Pour chaque habitat ouvert, les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Habitats	Enjeux de conservation	Objectifs
<u>pelouses siliceuses</u> (code DH : 6230) 3,6 ha Représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> importante et caractéristique : habitat très rare en Alsace - Gestion liée à l'Hippodrome d'Altenstadt : <u>activité économique non agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat - Maintien de son état de conservation par la mise en œuvre d'une gestion adaptée ne remettant pas en cause l'activité économique du site

<p><u>prairies de fauche à Fromental</u> (code DH : 6510) 54,6 ha à 70% Non Représentatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat majoritaire, offrant des potentialités d'accueil pour certaines espèces de papillons d'intérêt communautaire : enjeu de <u>biodiversité</u> - <u>Protection de la ressource en eau</u> : ces prairies sont majoritairement situées dans le lit majeur de la Lauter et dans le marais d'Altenstadt - <u>Activité économique agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat - Maintien de l'inondabilité des prairies - Maintien et amélioration de l'état de conservation par le maintien ou la mise en œuvre d'une gestion extensive adaptée - Maintien et viabilité de l'exploitation agricole des prairies
<p><u>prairies humides à Molinie</u> (code DH : 6410) 3,4 ha à 70% Non Représentatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> importante et caractéristique et notamment, potentialités d'accueil pour certaines espèces de papillons d'intérêt communautaire, mais aussi des espèces végétales patrimoniales - <u>Protection de la ressource en eau</u> : ces prairies sont majoritairement situées dans le marais d'Altenstadt - Gestion liée à <u>l'activité agricole</u> quand elle existe 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien et restauration de cet habitat - Maintien et amélioration de l'état de conservation par la mise en œuvre d'une gestion extensive adaptée - Restauration de l'hydrodynamisme du marais d'Altenstadt afin de permettre une restauration de cet habitat - Maintien et viabilité de l'exploitation agricole de ces prairies
<p><u>pelouses sèches</u> (code DH : 6210) 0,7 ha Représentatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> importante et caractéristique : nombreuses espèces patrimoniales, habitat rare sur le site - <u>Activité économique agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation - Maintien et viabilité de l'exploitation agricole de ces pelouses
<p><u>mégaphorbiaies</u> (code DH : 6430) 6,8 ha à 53% Représentatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> caractéristique et notamment, potentialités d'accueil pour la faune (refuges pour les oiseaux, les papillons et autres insectes). Habitats marginaux, relativement rares 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat - Conservation et amélioration de l'état de conservation par la mise en œuvre d'une gestion adaptée

Concernant les espèces des milieux ouverts, les enjeux et objectifs n'ont été proposés que pour les Papillons d'intérêt communautaire, dont la présence est avérée, même si la cartographie de leurs habitats reste à établir et l'état de conservation de leurs populations à caractériser (action prévue dans le cadre du programme LIFE Nature).

La proposition est la suivante :

Espèces	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Papillons d'intérêt communautaire	- <u>Biodiversité</u> : ces espèces devenues rares, sont des bioindicateurs de la qualité des habitats prairiaux.	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la connaissance du statut de ces espèces (cartographie de répartition, états de conservation) - Maintien de ces espèces grâce à la mise en œuvre d'une gestion appropriée permettant notamment le maintien des plantes hôtes (Sanguisorbe officinale et Succise des prés)

3/ Discussion sur les enjeux et objectifs proposés

M. FISCHER confirme que la colonisation des espaces ouverts par les ligneux s'observe fréquemment sur le site, toutefois, le principal problème concernant la conservation des prairies est lié aux dégâts provoqués par le Sanglier.

Concernant la possibilité de remettre en eau le marais d'Altenstadt, M. FISCHER souligne qu'il conviendra d'être attentif à la qualité des eaux qui transiteront dans la zones humide. En effet, les sols situés en amont du marais sont potentiellement pollués par une activité agricole intensive, mais aussi par d'anciens dépôts de déchets industriels (ancienne décharge de la SNCF).

M. LENGERT insiste sur l'importance du problème lié aux sangliers. Depuis environ 3 ans, la dégradation des prairies par les sangliers induit des pertes de fourrage de plus en plus importantes. Cette situation est devenue intolérable. Pourtant des dispositions ont été prises afin de « faciliter » la tâche des chasseurs : bande de 15 m permettant la circulation le long des forêts et autorisation de tirer la nuit. Mais ce problème, qui concerne principalement le lot de chasse s'étendant de Salmbach à Wissembourg, n'est pas résolu.

M. BECKER précise qu'une réunion est prévue entre agriculteurs et chasseurs (fonds d'indemnisation des dégâts de gibier et adjudicataire de chasse), le 26 mars 2008 afin d'essayer de trouver une solution à ce problème.

Par ailleurs, M. LENGERT précise que la plupart des prairies du site sont localisées dans les périmètres des arrêtés de protection de biotope du Marais d'Altenstadt et du cours inférieur de la Lauter. Aussi, la gestion qui en est faite, prend d'ores et déjà en compte la valeur écologique du site. Il indique que les prairies bordant la Lauter jouent un rôle de « pare-feu » puisqu'elles contribuent à séparer les massifs forestiers situés de part et d'autre de la rivière.

M. LENGERT est le principal exploitant agricole sur le site. Il assure également l'entretien de certains sites gérés par le Conservatoire des Sites Alsaciens dans le cadre de conventions spécifiquement établies.

M. FISCHER rappelle que la gestion pratiquée côté allemand répond a des objectifs de naturalité allant au delà de ce qui est souhaité côté français. Cette différence d'approche a eu pour effet de soulever une polémique concernant la gestion des embâcles. Les allemands souhaitaient cesser toute intervention concernant les peuplements forestiers bordant la Lauter afin de préserver au maximum le caractère naturel du site. Cette position n'a pas été acceptée du côté français (communes, syndicat des riverains), notamment par crainte de provoquer des inondations dans la zone urbanisée d'Altenstadt. Un accord a été trouvé et désormais, les allemands continuent à entretenir le peuplement forestier sur une bande large de plusieurs dizaines de mètres longeant la Lauter.

4/ Perspectives concernant les mesures qui pourraient être mises en œuvre

Mme DE LA GORCE explique que l'aboutissement du DOCOB est l'élaboration d'un plan d'action destiné à mettre en œuvre les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs de conservation qui auront été définis.

Les actions qui pourront être mises en œuvre doivent d'abord être décrites dans des « fiches action ». L'élaboration des fiches actions s'appuiera sur les travaux déjà réalisés dans le cadre du DOCOB Rhin Ried Bruch. Les sites Rhin Ried Bruch, bien que très différents du site de la Lauter, présentent de nombreuses similitudes, notamment en ce qui concerne les habitats et les espèces.

Mme DE LA GORCE propose au groupe d'examiner des propositions de fiches actions distribuées lors de la réunion :

- **Restauration de prairies humides**
- **Entretien des pelouses sèches**
- **Entretien des prairies maigres de fauche**
- **Entretien des prairies humides à Molinie**
- **Entretien des mégaphorbiaies**

Mme DE LA GORCE propose d'en rédiger deux autres (jointes au présent compte-rendu) :

- **Entretien des prairies à enjeux pour les papillons d'intérêt communautaire** : celle-ci concernera les prairies qui seront identifiées comme habitats pour les papillons d'intérêt communautaire, dans le cadre de l'inventaire prévu (programme LIFE Nature).
- **Entretien des jachères au bénéfice d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire** : cette fiche pourrait concerner des parcelles ayant le statut de jachère mais identifiées comme habitats d'intérêt communautaire. Mme DE LA GORCE, souhaiterait connaître la localisation des jachères sur le site afin de vérifier la nécessité de maintenir ou non cette fiche action dans le DOCOB. Pour cela elle demande aux membres du groupe de travail de lui faire remonter l'information.

Mme DE LA GORCE demande aux membres du groupe thématique d'examiner attentivement l'ensemble des fiches action, afin que la prochaine réunion permette de les finaliser et de les valider.

Dans un second temps, seront élaborés les outils de mise en œuvre de ces actions.

Le dispositif « Natura 2000 » prévoit deux types d'outils : les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000.

- Les contrats Natura 2000 servent à mettre en œuvre des actions de gestion nécessitant une rémunération. Le contrat est signé entre un propriétaire ou un gestionnaire et l'Etat. La rémunération du contrat est composée de financement nationaux (Etat) et européens. Pour les terres à vocation agricole l'outil de mise en œuvre est le contrat agri-environnemental. Le site de la Lauter n'ayant jamais fait l'objet d'un programme agri-environnemental, cet outil pourra être expliqué de façon plus détaillée lors de la prochaine réunion pour laquelle Mme DE LA GORCE demandera à la DDAF d'être présente.
- Par ailleurs, pour chaque site Natura 2000, la rédaction d'une Charte Natura 2000 est prévue. Cette charte contient un certain nombre d'engagements (5 maximum par type de milieu) n'impliquant pas de surcoût financier pour leur mise en œuvre. La Charte peut être signée par tout propriétaire ou ayant-droit concerné par le site Natura 2000 et souhaitant respecter ces engagements. En contrepartie, aucune rémunération n'est prévue, mais une exonération de la part communale de la Taxe sur le Foncier Non Bâti est pratiquée.

D'autres actions peuvent être mises en œuvre sous l'impulsion du DOCOB, dans le cadre de programmes environnementaux locaux financés par les collectivités, l'Agence de l'eau, etc...

Lors de la prochaine réunion, les membres du groupe de travail souhaitent que la cartographie des habitats soit reportée sur un fond IGN afin de mieux localiser les parcelles.

La prochaine réunion du Groupe thématique « gestion des milieux ouverts » aura lieu le jeudi 3 avril 2008 à 14h (lieu restant à définir). Cette réunion aura pour principal objectif la validation des fiches action et l'élaboration du plan d'action.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex

Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « GESTION DES MILIEUX OUVERTS » DU 4 AVRIL 2008

Personnes présentes :

M. Charles STRASSER, Mairie de Salmbach
M. Laurent LENGERT, Adjoint au Maire de Schleithal, Agriculteur
M. Etienne FISCHER, FDSEA Wissembourg
M. Marc BECKER, FDSEA Wissembourg
M. Sébastien KERN, Service Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
M. Rémy MICHAEL, Responsable Environnement à la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin
Mme Cécile ALPY, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Bas-Rhin
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

M. Fabien METZ, Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin

M. Joseph BEAULIEU, FDSEA
M. Philippe OSSWALD, Conseiller FDSEA
M. Camille REICHERT, SIVU de la Bande Rhénane Nord
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens

1/ Bilan de l'entrevue entre agriculteurs et chasseurs concernant les dégâts occasionnés par le sanglier, sur les prairies

Une réunion entre représentants de la profession agricole (FDSEA et agriculteurs locaux) et chasseurs (Fédération de chasse, Fonds d'Indemnisation des Dégâts de Gibier, adjudicataire du lot de chasse de Wissembourg) a eu lieu en mars 2008. Etaient également présents, les forestiers allemands, le lieutenant de l'ovèterie et le Maire d'Altenstadt.

La gravité du problème de surpopulation de sanglier a été confirmée, le secteur de la Lauter présentant la situation la plus alarmante au niveau du département (secteur « noir »). Les principales mesures prises actuellement sont :

- Le tir de nuit autorisé par les Maires.
- La réalisation de quelques battues administratives côté allemand et côté français : difficultés pour la mise en œuvre de battues simultanées.
- Demande de clôtures supplémentaires sur 3 km : difficultés d'entretien de ces clôtures en raison de l'interdiction de réaliser des traitements chimiques le long des fossés.
- Interdiction de l'agrainage au nord de la route Wissembourg – Lauterbourg.

Reste le facteur aggravant que constitue l'agrainage : interdit du côté allemand, il est très pratiqué en forêt du côté français.

Les chasseurs ont été sommés de tirer les laies mais cette demande n'est pas respectée.

Une prochaine réunion doit avoir lieu afin d'étudier les possibilités d'augmenter le nombre de fusils du côté français.

Dans le contexte actuel, on ne peut que constater l'inutilité des efforts de restauration de prairies. Sur le site, 80% des prairies sont touchées par les dégâts de sangliers.

2/ Validation des enjeux et des objectifs concernant les habitats et les espèces de milieux ouverts

Les enjeux et objectifs proposés lors de la première réunion ont été modifiés par l'ajout d'un enjeu de conservation des prairies dans le contexte de surpopulation de sangliers.

Le document distribué ne soulève pas d'objection.

Concernant l'objectif de remise en eau du marais d'Altenstadt, M. FISCHER indique que des travaux sont actuellement en cours dans la zone d'activité de Wissembourg. Ceux-ci devraient s'accompagner de la création de bassins de rétention. Ce projet mis en œuvre par la Communauté de Communes de Wissembourg pourrait conduire à la réinjection d'eau dans le marais. Il conviendrait de faire en sorte que ce projet soit réalisé en cohérence avec les objectifs du DOCOB.

3/ Discussion sur le contenu des fiches actions et modifications

La fiche concernant la restauration des Prairies humides (MO1) pourrait être mise en œuvre notamment pour restaurer les prairies endommagées par le sanglier. Cependant, une telle action n'aurait d'utilité que si la surpopulation était effectivement maîtrisée.

Par ailleurs se posera la question des semences. Il conviendrait de pouvoir utiliser des semences locales, toutefois, cela suppose de disposer de réserves de graines.

4/ Proposition de plan d'action – possibilité de mise en œuvre d'un projet agri-environnemental pour le site Natura 2000 de la Lauter

Concernant le plan d'action, les remarques sont les suivantes :

D.3.1. Conservation et entretien des pelouses sèches : titre à modifier

→ Restauration et entretien des pelouses sèches

D.3.3. Conservation et entretien des prairies maigres de fauche : a priori toutes les prairies pourraient entrer dans le cadre des MAET (voir ci-dessous).

D.3.5.1. Entretenir les jachères au bénéfice d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire : action à supprimer car non pertinente sur ce site.

La mise en œuvre des actions proposées pour les habitats ouverts pourra se faire par la voie contractuelle selon deux modalités :

- contrats Natura 2000 pour les terrains non agricoles
- Mesures agri-environnementales territorialisées (MAET) pour les terrains agricoles

Les parcelles de prairies situées sur des sites gérés par le CSA (propriétés du Conseil Général du Bas-Rhin), sont entretenues par des agriculteurs dans le cadre de conventions de gestion passées entre le CSA et les exploitants. M. LENGERT qui est le principal exploitant concerné, indique que les parcelles dont il est question figurent dans sa déclaration PAC. Elles sont donc susceptibles de faire l'objet de MAET.

Par ailleurs, sur les parcelles qui bénéficiaient de CTE jusqu'en 2006, les MAET seront le nouvel outil agri-environnemental à utiliser.

Mme ALPY donne quelques éléments d'information sur les MAET :

Ce dispositif s'inscrit dans le Programme de Développement Rural Hexagonal qui définit les règles d'utilisation des fonds européens dans le domaine agricole pour la période 2007 à 2013.

Les MAET sont cofinancées par l'Etat et l'Europe et permettent de rémunérer les agriculteurs qui s'engagent à respecter certaines pratiques définies par des cahiers des charges.

Ces mesures sont ciblées en priorité sur les sites Natura 2000 et les zones de protection de captages.

Leur mise en œuvre repose sur l'élaboration d'un projet agro-environnemental (PAE) à l'échelle d'un territoire (le site Natura 2000 de la Lauter par exemple).

Le PAE est élaboré par les acteurs locaux, sur la base des préconisations de gestion figurant dans le DOCOB.

Il permet de proposer une à deux mesures par type d'habitat.

Les mesures sont construites par une agrégation d'engagements unitaires figurant dans un catalogue établi au niveau régional. Elles constituent des cahiers des charges qui engagent les signataires pour une durée de 5 ans.

Une fois construit, le PAE doit être agréé par la Commission Régionale Agri-Environnementale (CRAE).

Pour entrer en vigueur au 15 mai de l'année (n), un PAE doit être déposé au plus tard en novembre (n-1) afin d'être validé par la CRAE de décembre (n-1).

Actuellement, la gestion pratiquée dans les prairies localisée le long de la Lauter consiste en une fauche annuelle réalisée aux environs du 15 juin. Aucun apport d'engrais ou de fumure n'est pratiqué.

Au sud du massif forestier de Wissembourg, quelques prairies situées sur le ban communal de Schleithal, font l'objet de 2 à 3 fauches par an avec un apport de 40 à 50 Unités d'Azote.

M. LENGERT indique que le recul de la date de fauche au 30 juin compromet fortement la possibilité de réaliser une fauche de regain de qualité.

Concernant les papillons, Mme DE LA GORCE rappelle que la cartographie permettant de localiser les habitats des espèces d'intérêt communautaire n'a pas encore été réalisée (prévue pour la fin 2008, dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon).

Il est néanmoins possible dès à présent de localiser les prairies à Sanguisorbe qui sont potentiellement favorables à ces espèces.

Il sera donc possible de proposer deux mesures pour les prairies à Sanguisorbe :

- une mesure « habitat naturel » avec des préconisations favorables à la flore,
- une mesure « habitat d'espèces » avec des préconisations plus contraignantes (concernant les dates de fauche), favorables aux papillons d'intérêt communautaire.

Le CSA, chargé de l'expertise « papillons » dans le cadre du programme LIFE sera sollicité pour affiner la proposition de mesure de gestion « habitat d'espèces ». Dans un premier temps, celle-ci pourra être proposée en priorité sur les sites gérés par le CSA.

Concernant le Marais d'Altenstadt, il apparaît que, hormis la partie pâturée, le reste des zones ouvertes est en cours de fermeture (envahissement par le Solidage et les ligneux).

Il serait fortement souhaitable de restaurer les habitats ouverts avant leur fermeture complète. Cette action permettrait de restaurer notamment les prairies humides à Jonc et à Molinie (Code habitat : 6410), d'autant plus que le programme LIFE prévoit une action devant favoriser la remise en eau du marais.

Il est confirmé que le site de la Lauter ne contient a priori pas de jachère localisée sur des prairies permanentes.

Mme DE LA GORCE propose au groupe de travail d'examiner des propositions d'engagement susceptibles de figurer dans la future charte Natura 2000 du site.

Après une lecture rapide du document, quelques propositions sont émises :

- Maintenir et entretenir les éléments paysagers existants : bosquets, haies, talus et ripisylves
Cet engagement doit être revu en tenant compte des impératifs liés à la sécurité : maintien des bois morts.
- Limitation de l'utilisation des produits phytocides ou fertilisants pouvant entraîner des dégradations des habitats :
Cet engagement peut s'appliquer à l'ensemble des prairies (ne pas se limiter à une bande de 7 mètres le long des cours d'eau).
- Préserver le débit d'étiage en limitant les pompages à proximité des cours d'eau : non pertinent sur le site car aucun pompage n'est à déplorer.
- Maintenir les roselières, les cariçaies et les mégaphorbiaies autour des plans d'eau, sur les berges des cours d'eau et à proximité des zones humides : sauf en cas de travaux de restauration d'habitat d'intérêt communautaire.

Les membres du groupe de travail sont invités à faire connaître leurs remarques et suggestions sur les documents proposés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce compte-rendu.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex

Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES » DU 4 FEVRIER 2008

Personnes présentes :

M. Pierre MILESI, Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) de Wissembourg
M. Bernard GOERTZ, Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) de Lauterbourg
Mme Agnès MASSON, Syndicat des eaux et de l'assainissement (SDEA)
M. Sébastien KERN, Service Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens
M. Jean-Pierre VACHER, Association BUFO (Association pour l'étude et la protection des amphibiens et reptiles d'Alsace)
M. Thierry CLAUSS, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) – Service Départemental du Bas-Rhin
M. Dominique BEINSTEINER, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) – Service Départemental du Bas-Rhin
M. Julien PRINET, Office National des Forêts – Direction Forêt
Mlle Sonja KAUPÉ, stagiaire à l'Office National des Forêts – Direction Forêt
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

Mme Marie LEMOINE, Agence de l'eau Rhin Meuse
M. Fabien METZ, Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin
M. Camille REICHERT, Vice-Président du Syndicat Mixte SCOT Bande Rhénane Nord
M. Denis FETSCH, AAPPMA de Lauterbourg

1/ Présentation du contexte par Mme Frédérique DE LA GORCE, opératrice Natura 2000, chargée de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) – voir diaporama distribué en séance et disponible auprès de l'opératrice.

Etat d'avancement du DOCOB

- Travaux réalisés
 - Diagnostic écologique
 - Cartographie des habitats naturels et caractérisation des états de conservation
 - Cartographie des habitats d'espèces et caractérisation des états de conservation

- Diagnostic socio-économique
- Travaux en cours et à venir
 - Définition et hiérarchisation des enjeux et des objectifs du site
 - Propositions de mesures : élaboration d'un plan d'actions
 - Rédaction de la Charte Natura 2000
 - Rédaction des cahiers des charges des contrats Natura 2000
 - Calage du périmètre sur fond cadastral ou sur photos aériennes
 - Définition des modalités d'évaluation du DOCOB

Objectifs du groupe de travail

- Définir les enjeux liés à la gestion des habitats de milieux aquatiques, ainsi que les objectifs de conservation
- Définir les mesures à mettre en œuvre pour assurer la conservation des habitats aquatiques et des espèces liées aux milieux aquatiques : plan d'action
- Elaborer les cahiers des charges types des contrats Natura 2000 (bonnes pratiques et engagements rémunérés)
- Définir les engagements qui figureront dans la Charte Natura 2000 pour les milieux aquatiques

Présentation des habitats et espèces d'intérêt communautaire identifiés sur les milieux aquatiques du site Natura 2000 Voir diaporama et/ou première partie du document d'objectifs (DOCOB) téléchargeable sur le site Internet de la DIREN Alsace

Deux fiches espèces ont été distribuées lors de la réunion :

- Le Gomphe serpent
- La Lamproie de planer

Ces fiches sont téléchargeables sur le site Internet de la DIREN Alsace :

http://www.alsace.ecologie.gouv.fr/article.php3?id_article=198

2/ Enjeux et propositions d'objectifs de conservation pour les habitats et les espèces des milieux aquatiques Voir la version imprimée du diaporama qui a été distribuée en séance et peut être obtenue auprès de l'opératrice.

Mme DE LA GORCE propose au groupe de travail de réfléchir aux enjeux et objectifs à retenir pour les habitats et les espèces de milieux aquatiques à partir de la proposition suivante :

Constat global

- La Lauter est un cours d'eau qui présente un bon état de conservation en tant qu'habitat naturel.
- Il existe d'autres habitats aquatiques sur le site. Ceux-ci ne sont pas forcément reconnus comme étant d'intérêt communautaire, mais il peuvent toutefois présenter un grand intérêt du point de vue de la biodiversité, du fait de leur richesse en espèces végétales et animales. Il peut d'ailleurs s'agir d'habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire.
- Concernant les espèces supposées figurer dans le site d'après le Formulaire Standard de Données, on note l'absence :
 - du Saumon, malgré un habitat qui paraît potentiellement favorable. Est-ce lié aux difficultés de franchissabilité des ouvrages ?
 - du Chabot, malgré une mention de l'espèce datant de 1992. L'habitat lui est-il réellement favorable ?
 - du Triton Crêté mentionné en 1992 (rare) : Les habitats favorables ont-ils disparu du site ?
 - l'absence du Crapaud sonneur à ventre jaune : aucune mention.

Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux ouverts présents sur le site

- Biodiversité
- Fonctionnalité alluviale
- Qualité des eaux

Pour les habitat aquatiques principalement représentés par l'habitat « rivière de plaine à Renoncule et Callitriche » (code DH : 3260), correspondant au cours de la Lauter. Les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> caractéristique de cet habitat et potentialités d'accueil pour de nombreuses espèces animales ou végétales - <u>Fonctionnalité</u> alluviale des cours d'eau et de leur bassin versant - <u>Qualité de l'eau</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation - Préservation des habitats naturels bordant le cours d'eau et occupant son lit majeur (ripisylves, roselières, prairies, zones humides,...). - Préservation et amélioration de la qualité des eaux

Concernant les espèces des milieux aquatiques, seules ont été retenues les deux espèces dont la présence est avérée, ainsi que les amphibiens (dans leur globalité), en raison des potentialités qui paraissent importantes sur le site.

Les enjeux et objectifs proposés sont les suivants :

Espèces	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Lamproie de planer	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : espèce patrimoniale indicatrice d'une bonne qualité d'eau et d'un milieu aquatique préservé 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et améliorer les conditions de vie de l'espèce : qualité de l'eau, alternance de fonds graveleux et de fonds sableux, franchissabilité des ouvrages - Améliorer le suivi de l'espèce
Gomphe serpent	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : espèce devenue très rare en France et en Alsace. Elle est bien représentée sur la Lauter qui est donc un site à fort enjeu pour cette espèce. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les conditions de vie de cette espèce : qualité de l'eau, cours d'eau naturel avec des bancs de sable propre, mosaïque de milieux - Améliorer le suivi de l'espèce
Amphibiens	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : a priori pas d'espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats sur le site mais potentialités pour un retour du Triton crêté 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la fonctionnalité alluviale du site afin de remettre en eau les zones humides qui ont régressé - Prospector afin de préciser le statut des espèces

3/ Discussion sur les enjeux et objectifs proposés

Concernant le saumon, M. CLAUSS indique qu'une étude de faisabilité de réintroduction avait été menée dans les années 1990. Des pêches électriques de contrôle ont alors été effectuées afin de vérifier le taux de survie des individus relâchés.

M. MILESI précise que la remontée du saumon dans la Lauter n'est pas possible du fait de la présence d'ouvrages infranchissables, le principal obstacle étant l'ouvrage du Bienwaldmühle.

Mme DE LA GORCE demande si l'habitat offert par la Lauter paraît favorable au saumon.

M. CLAUSS, ainsi que Messieurs MILESI et GOERTZ estiment que les potentialités d'accueil offertes par la Lauter ne sont pas favorables au Saumon. En effet la granulométrie du substrat est trop fine (fonds sableux ou graveleux). Le saumon a besoin par exemple, d'un fond présentant des plages de galets (diamètre > 5 cm), notamment pour y implanter ses frayères.

Concernant le Chabot, M. GOERTZ précise qu'il est en effet absent de ce tronçon de la Lauter, mais serait présent sur la partie située en amont de Wissembourg. De fait, cette espèce fréquente plutôt les cours d'eau à fond caillouteux, offrant des caches dans des substrats grossiers (blocs) et présentant une très bonne qualité d'eau. Or en aval de Wissembourg, la Lauter présente un fond majoritairement sableux et des problèmes de pollution.

Mme DE LA GORCE indique que la qualité de l'eau devrait s'améliorer avec la création de la nouvelle station d'épuration à Wissembourg. En revanche, le substrat restera a priori peu favorable à cette espèce.

M. VACHER souhaite rappeler que les amphibiens ne fréquentent pas les milieux lotiques (eaux courantes) comme les poissons. Les zones qui leurs sont favorables sont donc plutôt des mares et des zones humides, voire des fossés.

Malgré l'absence de données pour le crapaud Sonneur à ventre jaune et le Triton crêté, M. VACHER pense que le site présente des potentialités pour les deux espèces. Le Sonneur à ventre jaune fréquente plutôt des ornières et le Triton crêté des mares plus profondes.

Enfin, M. VACHER s'interroge sur la présence d'espèces inscrites à l'Annexe IV de la Directive Habitats. Le cas échéant, il pourrait être intéressant de le mentionner dans le DOCOB et d'en tenir compte dans les propositions d'action.

Mme DE LA GORCE approuve cette proposition, toutefois elle rappelle que le DOCOB concerne prioritairement les espèces inscrites à l'Annexe II de la Directive Habitats. Elle s'engage cependant à préciser aux membres du groupe de travail quelles sont les espèces d'amphibiens présentes sur le site et inscrites à l'Annexe IV de la Directive Habitats.

Précisions :

- Annexe II de la Directive Habitats : Liste les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire, dont la conservation nécessite la désignation de Zones Spéciales de Conservation.
- Annexe IV de la Directive Habitats : liste les espèces de faune et de flore pour lesquelles les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires à une protection stricte et notamment interdire leur destruction, le dérangement des espèces animales durant les périodes de reproduction, de dépendance ou de migration, la détérioration de leurs habitats.
- Amphibiens présents sur le site et relevant de l'Annexe IV de la Directive Habitats :
 - Grenouille des champs : observations anciennes, mais présence actuelle à confirmer
 - Grenouille agile : présence avérée sur le site (fréquente)
 - Grenouille verte de Lesson : présence avérée sur le site (rare mais régulière)

Aucun Insecte de l'Annexe IV n'a été inventorié dans le cadre du diagnostic.

4/ Perspectives concernant les mesures qui pourraient être mises en œuvre

Mme DE LA GORCE explique que l'aboutissement du DOCOB est l'élaboration d'un plan d'action destiné à mettre en œuvre les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs de conservation qui auront été définis.

Parallèlement à l'élaboration du DOCOB, un programme d'action est mis en œuvre dans le cadre du dispositif LIFE Nature : il s'agit du projet LIFE « protection des forêts de la Basse Vallée de la Lauter et des Vosges moyennes ». Une grosse partie de ce projet (80%) est consacrée à la ZSC de la Lauter. Il s'inscrit dans la démarche Natura 2000, même si l'élaboration du DOCOB elle-même, n'en fait pas partie. Il s'agit de deux démarches complémentaires et concordant dans leurs objectifs.

Le projet LIFE Nature comporte :

- un volet « études » qui permet de compléter le diagnostic sur le site ;
- un volet « acquisitions foncières » ;
- un volet « travaux » ;
- un volet « communication » ;

Certaines actions prévues dans le cadre du projet LIFE Nature, concourront à l'élaboration du DOCOB et à sa mise en œuvre. Il s'agit des actions suivantes :

- Action A3 (échéance : 12/08) : Cartographie des habitats aquatiques et du réseau hydrographique (ripisylves de la Lauter et réseau de fossés de drainage en milieu forestier) :
 - ➔ Cartographie des habitats aquatiques (déjà réalisée)
 - ➔ Description du réseau de fossés : étude menée par l'ENGREF (déjà réalisée) + compléments (à venir)
 - ➔ Description du milieu physique et des ripisylves de la Lauter (en cours)
 - ➔ Proposition de gestion et de travaux sur le réseau hydrographique (à venir)
- Action A7 (échéance : 12/09) : Analyse comparative France - Allemagne
 - ➔ Etude de faisabilité de création d'une structure intercommunale transfrontalière pour assurer la gestion de la Lauter (à venir)
- Action C2 (échéance : 03/11) : Renaturation de zones humides (à venir)
- Action C3 (échéance : 12/10) : Restauration de la rivière et de la ripisylve (à venir)
- Action C4 (échéance : 12/10) : Restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes (à venir).

En fonction des conclusions de l'étude A3, il pourra s'agir, par exemple de :

 - ➔ Colmater ou oblitérer certains fossés secondaires
 - ➔ Créer sur certains fossés collecteurs principaux des ouvrages amovibles en bois de retenue partielle ou totale
 - ➔ Créer des mares, des bassins ou des zones d'épandage
- Action C5 (échéance : 12/10) : Suppression d'infrastructures gênantes (à venir).
 - ➔ Mettre le réseau des pistes agricoles et forestières en adéquation avec le respect des cours d'eau

Mme DE LA GORCE précise que Mlle Sonja KAUPÉ a pour mission dans le cadre de son stage de réaliser la description du milieu physique et des ripisylves de la Lauter (action A3), ainsi que d'étudier la possibilité de créer une structure intercommunale transfrontalière pour assurer la gestion de la rivière. Elle sera certainement amenée à contacter les membres du groupe thématique, ainsi que les maires des communes concernées, dans le cadre de son travail. Mlle KAUPÉ prendra également

contact avec les acteurs côté allemand et toutes informations concernant les contacts possibles côté allemand seront les bienvenues.

M. CLAUSS relève l'importance de l'approche transfrontalière pour la gestion de la Lauter.

M. MILESI précise qu'à l'heure actuelle existe sur le ban communal de Wissembourg, un syndicat des riverains auquel ont adhéré la majorité des propriétaires. Ce syndicat permet d'organiser de façon efficace les interventions nécessaires sur le cours d'eau (enlèvement d'embâcles par exemple).

L'entretien du cours d'eau est assuré par l'AAPPMA : chaque pêcheur adhérent consacre une journée par an à la gestion du cours d'eau.

M. MILESI souligne que la gestion pratiquée côté allemand est quasiment inexistante car les allemands ont une approche très naturaliste et souhaitent laisser faire la nature au maximum.

M. CLAUSS signale que les embâcles peuvent parfois jouer un rôle favorable à la biodiversité. En effet, les embâcles créent des variations de courant et des zones de refuge favorables pour la faune piscicole mais aussi pour l'ensemble des espèces aquatiques (végétales et animales). Dans des secteurs sans enjeux de protection des biens et des personnes, on peut envisager de laisser les embâcles dans le cours d'eau. Il est également envisageable de modifier la position de certains embâcles, voire même de les arrimer à la berge, afin d'obtenir un effet favorable à la diversification du lit mineur, sans entraîner de dommages sur les parcelles riveraines (érosion notamment).

M. GOERTZ et M. MILESI rappellent que les pêcheurs sont sensibilisés à l'intérêt écologique des embâcles, toutefois, ils sont également attentifs au problème foncier que peuvent entraîner les phénomènes érosifs.

Mme DE LA GORCE pense que tous les propriétaires ne sont pas concernés de la même façon : par exemple le long des parcelles gérées par le CSA, les phénomènes érosifs ne doivent pas être problématiques. L'acquisition foncière pourrait être proposée pour des parcelles particulièrement exposées aux phénomènes érosifs.

M. KERN confirme que le maintien des embâcles est préconisé le long des terrain propriétés du Conseil Général et du CSA.

M. PRINET présente le travail qui a été réalisé par les étudiants de l'ENGREF concernant la description du réseau hydrographique de la forêt communale de Wissembourg (voir diaporama).

Concernant le constat du drainage sur le marais d'Altenstadt et la Forêt communale de Wissembourg, M. MILESI précise qu'il a été historiquement pratiqué par les agriculteurs, mais aussi par l'ONF.

M. PRINET acquiesce et précise que le programme LIFE constitue un support de propositions d'actions permettant de remédier au moins en partie à ces effets. Il précise que l'un des effets secondaires du drainage a été constaté en forêt avec le dépérissement du Chêne pédonculé.

M. MILESI signale également le problème du dépérissement de l'Aulne le long de la Lauter, du au champignon *Phytophthora alni*.

Outre les actions mises en œuvre dans le cadre du projet LIFE Nature, d'autres actions pourront être mises en œuvre dans le cadre du DOCOB. Celles-ci doivent d'abord être décrites dans des « fiches action ». L'élaboration des fiches actions s'appuiera sur les travaux déjà réalisés dans le cadre du DOCOB Rhin Ried Bruch. Les sites Rhin Ried Bruch, bien que très différents du site de la Lauter, présentent de nombreuses similitudes, notamment en ce qui concerne les habitats et les espèces.

Mme DE LA GORCE propose au groupe d'examiner des propositions de fiches actions distribuées lors de la réunion :

- **Diversification et structuration des ripisylves**
- **Gestion raisonnée des embâcles**
- **Restauration du lit mineur**
- **Assurer la continuité piscicole**

Mme DE LA GORCE propose d'en rédiger trois autres (jointes au présent compte-rendu) :

- **Restauration et entretien des berges**
- **Création de mares et de milieux stagnants**
- **Entretien des mares et milieux stagnants**

Mme DE LA GORCE demande aux membres du groupe thématique d'examiner attentivement l'ensemble des fiches action et d'en évaluer la pertinence, afin que la prochaine réunion permette de les finaliser et de les valider (ou éventuellement de les supprimer).

Dans un second temps, seront élaborés les outils de mise en œuvre de ces actions.

Le dispositif « Natura 2000 » prévoit deux types d'outils : les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000.

- Les contrats Natura 2000 servent à mettre en œuvre des actions de gestion nécessitant une rémunération. Le contrat est signé entre un propriétaire ou un gestionnaire et l'Etat. La rémunération du contrat est composée de financement nationaux (Etat) et européens. Pour les milieux aquatiques, des plans d'action à l'échelle du bassin versant seront à privilégier. Leur mise en œuvre s'inscrira alors plutôt dans le cadre de la politique de l'eau correspondant à la mise en application de la Directive Cadre sur l'Eau par l'Agence de l'eau et les collectivités.
- Par ailleurs, pour chaque site Natura 2000, la rédaction d'une Charte Natura 2000 est prévue. Cette charte contient un certain nombre d'engagements (5 maximum par type de milieu) n'impliquant pas de surcoût financier pour leur mise en œuvre. La Charte peut être signée par tout propriétaire ou ayant-droit concerné par le site Natura 2000 et souhaitant respecter ces engagements. En contrepartie, aucune rémunération n'est prévue, mais une exonération de la part communale de la Taxe sur le Foncier Non Bâti est pratiquée.

La prochaine réunion du Groupe thématique « gestion des milieux aquatiques » aura lieu le lundi 31 mars 2008. La première partie de la journée sera consacrée à une visite de terrain (rendez-vous à 9h devant la Mairie d'Altenstadt) et l'après-midi, le groupe de travail se réunira en salle à 14h (lieu restant à définir). Cette réunion aura pour principal objectif la validation des fiches action et l'élaboration du plan d'action.

En conclusion, M. GOERTZ souhaite rappeler que le bon état constaté sur le Lauter est dû en partie à la bonne gestion pratiquée par les pêcheurs, ainsi qu'au maintien d'un important couvert forestier dans le secteur. Il précise également que l'intérêt pour la rivière et le respect du milieu naturel sont transmis aux jeunes du secteur au moyen des écoles de pêches qui ont été créées sur Wissembourg et Lauterbourg.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex
Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)
Fax : 03.88.76.81.49
Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES » DU 31 MARS 2008

Personnes présentes :

Mme Nadine SCHWEINBERG, Adjointe au Maire de Wissembourg (présente uniquement le matin : tournée de terrain)
M. Pierre MILESI, Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) de Wissembourg
M. Bernard GOERTZ, Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) de Lauterbourg
M. Marcel HEMMERLE, Association des Riverains de la Lauter
Mme Agnès MASSON, Syndicat des eaux et de l'assainissement (SDEA)
M. Sébastien KERN, Service Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
Mme Nathalie LE PESTIPON, Conseil Général du Bas-Rhin
M. Jean-Pierre VACHER, Association BUFO (Association pour l'étude et la protection des amphibiens et reptiles d'Alsace)
M. Thierry CLAUSS, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) – Service Départemental du Bas-Rhin
M. Yves WERTENBERG, DIREN Alsace
M. Stéphane LAUCHER, DIREN Alsace
M. Julien PRINET, Office National des Forêts – Direction Forêt
Mlle Sonja KAUPÉ, stagiaire à l'Office National des Forêts – Direction Forêt
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

Mme Marie LEMOINE, Agence de l'eau Rhin Meuse
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens
M. Fabien METZ, Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin
M. Camille REICHERT, Vice-Président du Syndicat Mixte SCOT Bande Rhénane Nord
M. Denis FETSCH, AAPPMA de Lauterbourg

1/ Matinée sur le terrain

La matinée a été consacrée à une tournée sur le terrain avec plusieurs arrêts proposés notamment par Sonja KAUPÉ, suite à la réalisation du diagnostic sur le cours de la Lauter :

▪ **Ouvrage du Bienwaldmühle :**

La visite de cet ouvrage a permis de constater sa non franchissabilité par la faune piscicole.

Il a été possible de rencontrer le propriétaire du moulin qui a informé le groupe d'un projet imminent d'équipement de cet ouvrage d'une passe à poissons. Ce projet est piloté par la communauté de communes de Haguenbach (Allemagne) et s'intègre dans le contexte plus global du projet de restauration de la continuité piscicole de la Lauter, envisagé du côté allemand, à l'échelle du Land de Rhénanie-Palatinat (Wanderfisch Programm). Ce programme s'appuie sur un objectif de réintroduction du Saumon, dont la présence historique dans la Lauter reste à confirmer.

La franchissabilité de la Lauter en aval de Wissembourg, concerne trois ouvrages :

- Berg (Berrizzi Mühle) : la passe à poissons vient d'être inaugurée (ouvrage allemand)
- Scheibenhard : moulin implanté côté français mais propriétaire allemand. Le projet n'est pas encore élaboré
- Bienwaldmühle : projet en cours.

▪ **Divers points en amont (cours de la Lauter) :**

En parcourant la rive droite de la Lauter, diverses problématiques ont été abordées :

- **Embâcles**

Le constat a pu être fait sur le terrain de l'utilité de certains embâcles pour assurer une diversification des écoulements et des habitats, notamment pour la faune piscicole.

Le problème des déchets flottants a également été constaté.

Concernant la gestion des embâcles, M. HEMMERLE a expliqué que des opérations de « nettoyages » ont été régulièrement organisées avec l'intervention d'un débardeur parcourant l'ensemble du linéaire localisé sur le ban communal de Wissembourg.

Concernant les déchets flottants, un dispositif de filtration est prévu en aval de Wissembourg.

Le groupe thématique suggère toutefois que ce dispositif soit accompagné d'une campagne de sensibilisation incitant le public à ne pas polluer la rivière.

- **Ripisylves et plantations de berges**

Le constat est fait du caractère relativement naturel des berges et des ripisylves de la Lauter.

La visite sur le terrain permet d'observer une plantation artificielle de jeunes frênes déstabilisée par les érosions de berges.

- **Etangs et annexes hydrauliques**

Sonja KAUPE pose la question de l'opportunité de reconnecter certains étangs ou bras morts au cours principal de la Lauter.

L'exemple vu sur le terrain ne paraît pas pertinent compte tenu de sa déconnexion totale du lit mineur de la Lauter. D'une manière générale, ce type d'intervention ne paraît pas prioritaire le long de la Lauter.

▪ **Forêt communale de Wissembourg :**

Un arrêt en forêt communale de Wissembourg a permis d'observer une partie du réseau de fossés extrêmement dense parcourant ce massif.

Certains de ces fossés créés artificiellement, ont actuellement acquis une dynamique de cours d'eau assez diversifié et présentant un intérêt écologique indéniable.

2/ Après-midi en salle au Club House de l'AAPPMA de Wissembourg

2.1./ Présentation de l'avancement du travail de Mlle Sonja KAUPÉ

Mlle KAUPÉ présente la fiche action qui lui a permis de décrire le cours de la Lauter, ainsi que les résultats de ses prospections de terrain. L'objectif de ce travail est de proposer un plan de gestion pour la rivière.

Les principaux critères étudiés sont :

- La ripisylve : composition, structure, épaisseur
- les embâcles : densité, type d'embâcle
- les berges : artificialisation, érosion
- les ouvrages et l'artificialisation du lit mineur
- le lit majeur

Les principaux constats émergeant du diagnostic sont :

- confirmation du caractère assez naturel du cours d'eau : dynamique érosive accentuée par la présence des embâcles
- Embâcles assez fréquents : environ 8/km
- Artificialisation très ponctuelle (protection de berges)
- Ripisylve continue sur pratiquement tout le tracé du cours d'eau sous diverses formes : cordons d'arbres, plantations régénération, invasives (balsamine et solidage)
- Présence d'ouvrages infranchissables : Bienwaldmühle et Scheibenhard
- Existence de prairies humides inondables dans le lit majeur

M. GOERTZ signale que la Balsamine est de plus en plus présente dans la partie amont de la rivière. Il faudrait d'ores et déjà prévoir sa régulation.

M. KERN évoque la possibilité d'une fauche en mai et septembre pour épuiser la graine.

Concernant la protection des berges, M. GOERTZ précise que certains dépôts de gravats ne sont pas le fait des propriétaires riverains.

M. HEMMERLE souligne que les gravats présents aujourd'hui sur les berges datent généralement de plus de 15-20 ans ; actuellement les propriétaires riverains sont fortement sensibilisés à la nécessité de préserver la rivière et ses berges. Toutefois, il estime que les briques et les tuiles sont des matériaux peu nuisibles.

M. CLAUSS conteste cette affirmation et rappelle qu'il s'agit bel et bien de déchets devant à ce titre faire l'objet de traitement par le biais de la filière « déchetterie », dans le respect de la réglementation.

M. HEMMERLE considère que la réglementation impose de trop lourdes contraintes aux propriétaires, notamment en matière d'autorisations nécessaires pour les interventions sur les berges.

M. CLAUSS précise qu'une procédure simplifiée a été mise en place par la DDAF (fiches navette) afin de faciliter les déclarations de travaux aux propriétaires.

Mme DE LA GORCE rappelle que le site est concerné par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope qui impose certaines règles, notamment l'interdiction de la transformation du cours et des rives de la Lauter.

M. KERN lit le paragraphe concerné qui prévoit notamment que les travaux de nettoyage du lit et de restauration ponctuelle des berges fassent l'objet d'une information préalable du comité de gestion de l'APB.

En outre, M. KERN rappelle que le Conseil Général est propriétaire de nombreuses parcelles riveraines de la Lauter. En conséquence, il lui paraît souhaitable que les éventuels travaux en berges et les retraits d'embâcles au droit de ces parcelles ne soient effectués qu'avec l'accord du Conseil Général. D'une manière générale, il paraît important de préciser « qui fait quoi ? » en matière de gestion des embâcles et du cours d'eau. Un contact entre l'association des riverains de la Lauter et le Conseil Général du Bas-Rhin paraît nécessaire.

Mlle KAUPÉ évoque alors la seconde partie de son stage qui concerne l'étude de faisabilité d'une structure transfrontalière pour assurer la gestion de la Lauter de façon concertée de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Elle a déjà eu l'occasion de prendre plusieurs contacts et constate que ce projet répondra à une certaine attente des acteurs locaux.

M. WERTENBERG suggère à Mlle KAUPÉ de prendre contact avec M. BURLET, chargé du suivi des programmes transfrontaliers à l'ONF.

Nota : le travail de Mlle KAUPÉ fera l'objet d'une restitution devant les acteurs français et allemands concernés par la gestion de la Lauter, le 16 juin 2008.

2.2./ Enjeux et objectifs concernant les habitats et les espèces de milieux aquatiques

Mme DE LA GORCE distribue un projet de DOCOB concernant les enjeux et objectifs (partie C) et le programme d'action (partie D). Le groupe thématique est invité à se prononcer sur ce qui concerne les milieux aquatiques.

Les enjeux et objectifs correspondent à ce qui avait été présenté lors de la précédente réunion tout en intégrant les remarques qui ont été faites par les membres du groupe thématique.

Mme DE LA GORCE précise que les deux espèces d'amphibiens d'intérêt communautaire (annexe II de la Directive Habitats) dont la présence n'a pas pu être confirmée, ne sont pas pris en compte spécifiquement dans la définition des enjeux et des objectifs.

M. MILESI indique que le Sonneur à ventre jaune serait présent sur le site dans des mares forestières situées en bordure de la Lauter.

Cette information reste toutefois à confirmer.

2.3./ Fiches actions et Plan d'action

Les fiches actions ont été remises aux membres du groupe thématique lors de la première réunion. Elles ont fait l'objet de certaines remarques de la part de l'ONEMA et de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Celle-ci seront intégrées dans les versions finales des fiches.

Concernant le plan d'action, les remarques sont les suivantes :

D.4.1. Restaurer la fonctionnalité alluviale du site : titre à reformuler
→ Restaurer l'inondabilité du site

D.4.3.2. Restaurer les ripisylves le long des cours d'eau où elles sont dégradées voire absentes : cette action ne se justifie pas compte tenu du bon état de conservation des ripisylves constaté lors de l'établissement du diagnostic.

D.4.5. Assurer la continuité piscicole sur la Lauter : titre à modifier
→ Assurer la continuité écologique sur la Lauter

L'objectif de cette action est de favoriser la circulation de la faune aquatique mais aussi subaquatique (Mammifères). Concernant la faune piscicole, il convient de favoriser la montaison, mais aussi la dévalaison du poisson, ce qui n'est pas toujours possible techniquement. Cette action mériterait d'être ciblée sur l'ouvrage de Scheibenhard.

Mme DE LA GORCE propose au groupe de travail d'examiner des propositions d'engagements susceptibles de figurer dans la future charte Natura 2000 du site.

M. WERTENBERG propose que la question des renforcements de berges fasse l'objet d'un engagement de la Charte Natura 2000.

Les membres du groupe de travail sont invités à faire connaître leurs remarques et suggestions sur les documents proposés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce compte-rendu.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex

Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « LOISIRS » DU 22 AVRIL 2008

Personnes présentes :

M. André FRITZ, Maire de Niederlauterbach
M. Jean-Claude HEINTZ, Adjoint au Maire de Niederlauterbach
M. Laurent ZIMMERMANN, Adjoint au Maire de Niederlauterbach
Mme Céline MULLER, Office National des Forêt
Mlle Sonja KAUPÉ, Office National des Forêts
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

M. Camille REICHERT, SIVU de la Bande Rhénane Nord
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens
M. le Maire de WISSEMBOURG

1/ Présentation du contexte par Mme Frédérique DE LA GORCE, opératrice Natura 2000, chargée de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) – voir diaporama distribué en séance et disponible auprès de l'opératrice.

Etat d'avancement du DOCOB

- Travaux réalisés
 - Diagnostic écologique
 - Cartographie des habitats naturels et caractérisation des états de conservation
 - Cartographie des habitats d'espèces et caractérisation des états de conservation
 - Diagnostic socio-économique
- Travaux en cours et à venir
 - Définition et hiérarchisation des enjeux et des objectifs du site
 - Propositions de mesures : élaboration d'un plan d'actions
 - Rédaction de la Charte Natura 2000
 - Rédaction des cahiers des charges des contrats Natura 2000
 - Calage du périmètre sur fond cadastral ou sur photos aériennes
 - Définition des modalités d'évaluation du DOCOB

Objectifs du groupe de travail

- Définir les enjeux liés à la pratique d'activités de loisirs et à la fréquentation touristique, ainsi que les objectifs de conservation

- Définir les mesures à mettre en œuvre pour assurer la conservation des habitats et des espèces : plan d'action
- Elaborer éventuellement les cahiers des charges types des contrats Natura 2000 (bonnes pratiques et engagements rémunérés) qui pourraient en découler.
- Définir les engagements qui figureront dans la Charte Natura 2000 pour les milieux aquatiques

Présentation du programme LIFE « protection des forêts de la Basse Vallée de la Lauter et des Vosges moyennes » *Voir diaporama*

Parallèlement à l'élaboration du DOCOB, un programme d'action est mis en œuvre dans le cadre du dispositif LIFE Nature : il s'agit du projet LIFE « protection des forêts de la Basse Vallée de la Lauter et des Vosges moyennes ». Une grosse partie de ce projet (80%) est consacrée à la ZSC de la Lauter. Il s'inscrit dans la démarche Natura 2000, même si l'élaboration du DOCOB elle-même, n'en fait pas partie. Il s'agit de deux démarches complémentaires et concordant dans leurs objectifs.

Le projet LIFE Nature comporte :

- un volet « études » qui permet de compléter le diagnostic sur le site ;
- un volet « acquisitions foncières » ;
- un volet « travaux » ;
- un volet « communication » ;

Certaines actions prévues dans le cadre du projet LIFE Nature, concourent à l'élaboration du DOCOB et à sa mise en œuvre.

2/ Présentation de l'étude de la fréquentation touristique réalisée sur le site dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon (Céline MULLER) *Voir diaporama.*

L'une des actions prévues dans le cadre du programme LIFE est l'étude de la fréquentation touristique (Action A4). Cette étude a permis d'établir un diagnostic des activités humaines générant une fréquentation du site et plus particulièrement des activités de loisirs ou liées au tourisme.

Les activités de loisirs pratiquées sur le site sont :

- Promenade pédestre : randonnée, promenade familiale, découverte du patrimoine culturel, visites naturalistes
- Pique-nique (table-bancs)
- Cyclisme : cyclotourisme, VTT
- Equitation : hippodrome de Wissembourg
- Pêche
- Chasse

Les atouts du site de la Lauter en matière de tourisme et de loisirs sont :

- Patrimoine culturel : architecture, histoire (Lignes de la Lauter)
- Itinéraires de découverte : sentiers pédestres, pistes cyclables
- Proximité du PNRVN
- Hippodrome de Wissembourg
- Grand massif forestier continu situé aux portes de la ville de Wissembourg
- La capacité d'hébergement offerte sur le site côté français, est d'environ 1000 personnes dans un rayon de moins de 10 km

La principale « faiblesse » du site en matière de développement touristique est son isolement géographique par rapport aux grands pôles d'attractivité.

Les activités de loisirs ont été cartographiées.

Constat global

- Les activités de loisir publiques (accès gratuit), de détente, ne paraissent pas de nature à mettre en danger la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire : pratiques peu intensives, effectifs modérés.
- Il existe une volonté locale de développement touristique, aussi bien au niveau de la Communauté de communes de Lauterbourg que de celle de Wissembourg, toutefois aucun projet de tourisme « de masse » n'est envisagé.
- Les activités de loisir « privées » (hippodrome, pêche, chasse) ont une interaction forte avec le site Natura 2000.
- Hippodrome : assure la gestion des pelouses sèches siliceuses : habitat prioritaire, dont la plus grande partie est située hors du site Natura 2000.
- Pêche : les AAPPMA assurent la gestion de la Lauter (en lien avec l'Association des Propriétaires riverains sur Wissembourg).
- Chasse : c'est l'activité qui devrait permettre de réguler les populations de sangliers actuellement excédentaires sur le site.

3/ Enjeux et propositions d'objectifs liés aux activités de loisirs Voir diaporama.

Enjeux identifiés

- Protection de la biodiversité : conservation des habitats et des espèces en bon état de conservation
- Protection de la ressource en eau : qualité des eaux de surface et des eaux souterraines
- Maintien des activités de loisir dans le respect des habitats et des espèces
- Appropriation de la valeur patrimoniale du site par le public, dans le respect des habitats et des espèces

Propositions d'objectifs liés aux activités de loisirs et de tourisme sur le site

- Coordination entre les acteurs : à assurer à l'échelle du site, en lien avec les territoires voisins :
 - CC de Wissembourg et CC de Lauterbourg
 - AAPPMA de Wissembourg et AAPPMA de Lauterbourg
 - Sites Natura 2000 de la Lauter et du Bienwald
- Sensibilisation des usagers :
 - Actions de communication : sentiers de découverte, panneaux d'information, ...
 - Actions pédagogique : partenariat avec les associations (ARIENA, Alsace Nature, Maison de la Nature du Delta de la Sauer, CSA, AAPPMA, etc...)
 - Charte de bonne conduite
- Promouvoir la mise en œuvre de mesures de régulation des populations de sangliers : en complément de l'activité de chasse

4/ Perspectives concernant les mesures qui pourraient être mises en œuvre

Mme DE LA GORCE explique que l'aboutissement du DOCOB est l'élaboration d'un plan d'action destiné à mettre en œuvre les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs de conservation qui auront été définis.

Le programme LIFE évoqué ci-dessus permettra d'ores et déjà de mettre en œuvre un certain nombre d'actions liées aux activités de loisirs et au tourisme :

- Action A4 (échéance : 12/08) : Etude de la fréquentation touristique et des projets d'activité économique
 - ➔ Cartographie des infrastructures liées aux activités de loisirs

➔ Bilan des activités économiques qui impactent le site

- Action A7 (échéance : 12/09) : Analyse comparative France-Allemagne - Etude de faisabilité de la mise en place d'une structure intercommunale de gestion transfrontalière
 - ➔ Etude de faisabilité de création d'une structure intercommunale transfrontalière pour assurer la gestion de la Lauter
- Action C6 (échéance : 12/10) : Installation d'un plan de circulation : zones humides et abords immédiats de la Lauter
- Action E2 (échéance : 12/10) : Elaboration d'une plaquette
 - ➔ Présentation des objectifs de protection du site ; document à destination des municipalités et du grand public
- Action E3 (échéance : 06/10) : Sentier de découverte à destination du grand public
 - ➔ Sensibilisation à la protection des rivières, des zones humides et des forêts alluviales
- Action E4 (échéance : 06/10) : Formation des acteurs
 - ➔ Sorties guidées à l'intention de tous les acteurs locaux, mais aussi du public scolaire : connaissance et appropriation locale de la valeur patrimoniale du site et de la nécessité de le protéger
- Action E5 (échéance : 12/10) : Balisage du site
 - ➔ Information du public et valorisation du site Natura 2000

D'autres actions spécifiques pourraient être proposées dans le cadre du DOCOB comme par exemple la mise en place d'une instance de concertation qui permettrait de regrouper les acteurs locaux autour de projets communs.

Mme DE LA GORCE précise que Mlle Sonja KAUPÉ a pour mission dans le cadre de son stage, d'étudier la possibilité de créer une structure intercommunale transfrontalière pour assurer la gestion de la rivière. Ce projet pourrait s'élargir à d'autres thématiques telles que les activités de loisirs et le tourisme, dans la mesure où il permettrait de rassembler les acteurs locaux autour de projets communs.

Le DOCOB peut aussi être l'initiateur d'actions telles que l'élaboration d'une charte de bonne conduite à l'intention du grand public, à ne pas confondre avec la Charte Natura 2000 qui permettra aux propriétaires fonciers de s'engager sur des pratiques de gestion.

Cependant, compte tenu des faibles enjeux concernant cette thématique, il n'est pas forcément pertinent d'échafauder un plan d'action complémentaire dans le cadre du DOCOB et Mme DE LA GORCE demande aux membres du groupe thématique de lui faire connaître leur avis sur cette question.

Concernant les outils de mise en œuvre du DOCOB, Mme DE LA GORCE rappelle que le dispositif « Natura 2000 » prévoit deux types d'outils : les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000.

- Les contrats Natura 2000 servent à mettre en œuvre des actions de gestion nécessitant une rémunération. Le contrat est signé entre un propriétaire ou un gestionnaire et l'Etat. La rémunération du contrat est composée de financement nationaux (Etat) et européens.
- Par ailleurs, pour chaque site Natura 2000, la rédaction d'une Charte Natura 2000 est prévue. Cette charte contient un certain nombre d'engagements (5 maximum par type de milieu) n'impliquant pas de surcoût financier pour leur mise en œuvre. La Charte peut être signée par tout propriétaire ou ayant-droit concerné par le site Natura 2000 et souhaitant respecter ces engagements. En contrepartie, aucune rémunération n'est prévue, mais une exonération de la part communale de la Taxe sur le Foncier Non Bâti est pratiquée.

Concernant la thématique « activités de loisirs », Mme DE LA GORCE propose de reprendre un engagement qui figure dans la Charte Natura 2000 des sites Rhin Ried Bruch, à savoir :

Activités de sports et de loisirs
Engagement portant sur l'ensemble des milieux

Information et concertation relatives aux projets de loisirs

- Le signataire de la Charte s'engage à informer le service instructeur ainsi que l'animateur du site de tout projet de loisirs dont il a connaissance (installation d'aménagements de toute nature ; pratique d'une activité) concernant les parcelles contractualisées.
- Lorsqu'il est sollicité pour l'installation d'aménagements ou l'organisation ponctuelle d'une activité sur ses parcelles contractualisées, le signataire de la Charte s'engage à ne donner son accord au porteur du projet que s'il a obtenu un accord de principe de la part du président du COPIL, qui le cas échéant, sollicitera l'avis du COPIL

NB : Ces démarches se conçoivent indépendamment de la validation des installations de loisirs et / ou de sports par la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI).

Contrôle : Contrôle sur place de l'information préalable auprès de l'animateur et/ ou, le cas échéant, de l'obtention de l'accord du président du COPIL.

5/ Discussion

M. FRITZ s'interroge sur la possibilité de faire restaurer un ancien lavoir dans le cadre d'un contrat Natura 2000.

Mme DE LA GORCE rappelle que les actions susceptibles d'être proposées dans le cadre du DOCOB et à plus fortes raison, celles qui pourront bénéficier de financements « Natura 2000 » devront répondre à un objectif de conservation des habitats et/ou des espèces d'intérêt communautaire visés par la directive habitats.

En conséquence, le projet de restauration du lavoir appartenant au patrimoine culturel de la commune de Niederlauterbach mais ne présentant pas d'intérêt particulier pour les espèces et les habitats d'intérêt communautaire, ne peut entrer dans le cadre du plan d'action du DOCOB.

M. FRITZ souhaite savoir si le DOCOB Natura 2000 lui permettra d'interdire l'activité de « paintball » pratiquée par un propriétaire privé sur sa parcelle de forêt (en bordure de la parcelle n°7 de la forêt communale).

Mme DE LA GORCE lui répond que le DOCOB n'est pas un document de portée réglementaire. Natura 2000 n'a pas vocation à interdire les activités, surtout si elles sont déjà en place. Seuls les projets soumis à autorisation (au titre de la Loi sur l'eau par exemple), doivent faire l'objet d'une évaluation de leur incidence sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire. Ils peuvent alors être modifiés ou faire l'objet de mesures compensatoires, s'il est démontré qu'ils ont des incidences notables sur les habitats et/ou les espèces.

Dans le cas présent, Mme DE LA GORCE invite M. FRITZ à prendre contact avec la préfecture ou la Direction Départementale Jeunesse et Sport pour connaître les éventuelles contraintes réglementaires qui encadrent cette activité.

M. FRITZ évoque également le sentier des lignes de la Lauter, entretenu par le Club Vosgien. Il souhaite savoir quelle est l'autorité compétente pour interdire la pratique du VTT sur ce sentier.

En effet, M. ZIMMERMANN précise que la pratique du VTT sur ce sentier engendre des problèmes de dégradation notamment au niveau des passerelles et des escaliers.

Mme MULLER rappelle que la pratique du vélo en dehors des routes et chemins carrossables est en principe interdite mais généralement tolérée (article R 331-3 du code forestier). Toutefois, la communication et l'information restent les meilleurs moyens de préserver certains sentiers vulnérables. Il est également possible d'envisager des dispositifs de type chicanes ou barrières.

L'utilisation de quads ne paraît pas encore très développée sur le secteur. M. FRITZ précise que des panneaux d'interdiction aux véhicules sont installés aux entrées des chemins forestiers.

Mme MULLER précise que la chasse est l'activité qui génère le plus de circulation motorisée en forêt.

En réalisant son étude, Mme MULLER a identifié une forte volonté de développer le tourisme vert sur le secteur de Wissembourg.

M. FRITZ évoque le terrain aménagé pour les gens du voyage dans la parcelle n°66 de la forêt communale de Wissembourg. Il s'interroge sur la compatibilité d'un tel aménagement avec Natura 2000.

Mme MULLER précise que ce terrain situé en bord de route ne génère a priori pas d'impact négatif sur les habitats d'intérêt communautaire, mais touche néanmoins au milieu naturel.

Mme DE LA GORCE conclut la réunion et propose de transmettre pour avis, aux membres du groupe thématique une proposition de rédaction pour la partie « enjeux » et « objectifs ».

A priori, il ne sera pas nécessaire de programmer une autre réunion de ce groupe thématique, étant donné le constat du faible niveau d'enjeu sur cette thématique et le programme d'action déjà bien alimenté par le programme LIFE Lauter Donon.

Toutefois, toute observation, suggestion, ou question à l'opératrice reste possible et souhaitable avant l'achèvement du DOCOB prévu avant la fin de l'année 2008.

Les membres du groupe de travail sont invités à faire connaître leurs remarques et suggestions sur les documents proposés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce compte-rendu.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex

Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

Natura 2000 – Site « Lauter »

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE REUNION DU GROUPE THEMATIQUE « FORETS » DU 25 AVRIL 2008

Personnes présentes :

M. Guillaume RIBEIN, ONF - Chef du service Forêt bois de l'Agence de Haguenau
M. François DURRMANN, ONF - Chef de l'Unité Territoriale de Lembach
Mlle. Sonja KAUPÉ, ONF – Stagiaire à la Direction Forêts,
M. Stéphane ASSEL, Centre Régional de la Propriété Forestière d'Alsace Lorraine
M. Yves WERTENBERG, DIREN Alsace
Mme Frédérique DE LA GORCE, Office National des Forêts (opérateur pour le site de la Lauter).

Personnes absentes ou excusées :

M. Charles STRASSER, Mairie de Salmbach
M. Camille REICHERT, SIVU de la Bande Rhénane Nord
M. André FRITZ, Maire de Niederlauterbach
M. Pierre BERTRAND, Maire de Wissembourg
M. Sébastien KERN, Service Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, Service Environnement,
M. Jean-Pierre IRLINGER, Conservatoire des Sites Alsaciens

1/ Présentation du contexte par Mme Frédérique DE LA GORCE, opératrice Natura 2000, chargée de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) – voir diaporama distribué en séance et disponible auprès de l'opératrice.

Etat d'avancement du DOCOB

- Travaux réalisés
 - Diagnostic écologique
 - Cartographie des habitats naturels et caractérisation des états de conservation
 - Cartographie des habitats d'espèces et caractérisation des états de conservation
 - Diagnostic socio-économique
- Travaux en cours et à venir
 - Définition et hiérarchisation des enjeux et des objectifs du site
 - Propositions de mesures : élaboration d'un plan d'actions
 - Rédaction de la Charte Natura 2000
 - Rédaction des cahiers des charges des contrats Natura 2000
 - Calage du périmètre sur fond cadastral ou sur photos aériennes
 - Définition des modalités d'évaluation du DOCOB

Objectifs du groupe de travail

- Définir les enjeux liés à la gestion des habitats de milieux forestiers, ainsi que les objectifs de conservation
- Définir les mesures à mettre en œuvre pour assurer la conservation des habitats forestiers et des espèces liées aux milieux forestiers : modalités de gestion pour les habitats naturels et pour les habitats d'espèces
- Elaborer les cahiers des charges types des contrats Natura 2000 (bonnes pratiques et engagements rémunérés)
- Définir les engagements qui figureront dans la Charte Natura 2000 pour les milieux forestiers

Présentation des habitats et espèces d'intérêt communautaire identifiés dans les milieux forestiers du site Natura 2000

Voir diaporama et/ou première partie du document d'objectifs (DOCOB).

2/ Enjeux et propositions d'objectifs de conservation pour les habitats et les espèces des milieux forestiers

Voir la version imprimée du diaporama qui a été distribuée en séance et peut être obtenue auprès de l'opératrice.

Mme DE LA GORCE propose au groupe de travail de réfléchir aux enjeux et objectifs à retenir pour les habitats et les espèces de milieux forestiers à partir de la proposition suivante :

Constat global

- Le site Natura 2000 est fortement concerné par les habitats forestiers : grand massif continu,
- L'état de conservation des habitats forestiers est plutôt favorable malgré une histoire mouvementée liée notamment, à la situation frontalière du site,
- Grande surface d'habitats non d'intérêt communautaire : toutefois présence probable de hêtraie à Luzule (9110), dont certaines formations constitueraient des faciès de dégradation ; nombreuses espèces patrimoniales présentes dans les habitats non d'intérêt communautaire,
- Forêt privée très morcelée et très hétérogène quant à sa gestion (mal connue),
- Importance du caractère humide du site,
- Espèces animales d'intérêt communautaire mal connues (statut à préciser, notamment pour les chauves-souris).

Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux forestiers présents sur le site

- Pérennité des habitats forestiers : conservation de la surface et non fragmentation des massifs,
- Fonctionnalité des habitats forestiers, notamment liée au caractère inondable du site,
- Biodiversité : conservation et augmentation de la diversité en espèces ligneuses autochtones,
- Naturalité : Conservation et amélioration de la structuration des peuplements, de la densité de gros bois et de bois morts ; absence de pollutions,
- Activité économique forestière : production de bois d'œuvre,
- Valeur sociale de la forêt.

Principaux objectifs correspondant à ces enjeux

- Pérennité des habitats forestiers :
 - Maintenir la surface forestière actuelle,
 - Conserver la surface des bois et bosquets de petite taille en milieu agricole,
- Fonctionnalité des habitats forestiers :
 - Maintenir et restaurer le caractère inondable du site,

- Biodiversité : maintenir et restaurer le bon état de conservation des habitats
- Pratiquer une sylviculture favorisant la diversité des espèces ligneuses autochtones,
 - Limiter l'introduction d'espèces ligneuses allochtones,
 - Traitement spécifique des ripisylves,
 - Préserver les mares intra-forestières, les habitats ouverts intra-forestiers d'intérêt communautaire ou patrimonial,
- Naturalité :
- Augmenter la part des habitats forestiers non soumis à exploitation (îlots de sénescence et de vieillissement, réserves intégrales),
 - Conserver et restaurer une structure complexe des habitats forestiers,
 - Limiter l'utilisation d'intrants (engrais, phytocides, boues de station d'épuration...),
 - Favoriser l'utilisation de bio-lubrifiants pour les tronçonneuses,
 - Limiter l'agrainage à la seule protection des cultures et des prairies,
- Activité économique forestière :
- Maintenir l'activité forestière de production de bois, dans le respect des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire,
 - Améliorer la connaissance des modes de gestion appliqués dans les forêts privées,
- Valeur sociale de la forêt :
- Maintenir la fonction d'accueil du public en forêt, dans le respect des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Pour chaque habitat forestier, les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Habitats	Enjeux de conservation spécifique à l'habitat	Propositions d'objectifs spécifiques à l'habitat
91E0* <u>Aulnaie frênaie alluviale</u> 242,5 ha 26% T et TT	<u>Biodiversité</u> importante et caractéristique : habitat prioritaire, typique des zones alluviales <u>Fonctionnalité</u> : habitat typique des zones humides	- Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées : diminuer le taux d'essences allochtones - Favoriser le développement de cet habitat en restaurant les capacités d'inondation du massif + objectifs généraux (voir ci-dessus)
9160 <u>Chênaies pédonculées – charmaies - frênaies</u> 702,8 ha 15% T et TT	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier majoritaire sur le site, présentant une grande diversité d'espèces	- Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées. + objectifs généraux (voir ci-dessus)
9190 <u>Chênaies pédonculées à Molinie</u> 26,6 ha 90% N et NR	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier peu répandu sur le site et méritant au moins à ce titre, une attention particulière.	- Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées. + objectifs généraux (voir ci-dessus)
9130 <u>Hêtraie – chênaie – charmaie</u>	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier peu répandu sur le site et méritant au moins à ce titre, une attention	- Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des

24,2 ha 21% T	particulière.	zones dégradées. + objectifs généraux (voir ci-dessus)
91F0 <u>Ormaie – frênaie</u> <u>alluviale</u> 0,9 ha 100% R	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier très rare sur le site et témoignant de l'ancienne zone de contact entre les eaux de la Lauter et celles du Rhin.	- Maintien de cet habitat en bon état de conservation. + objectifs généraux (voir ci-dessus)

Concernant les espèces des milieux forestiers, les enjeux et objectifs n'ont été proposés que pour la mousse Dicrane vert d'intérêt communautaire, dont la présence est avérée.

Le statut des chiroptères (Grand Murin, Murin à oreilles échancrées et Vespertillon de Berchstein) n'est pas du tout connu sur le site, ce qui rend difficile la définition d'enjeux et d'objectifs pour ces espèces, si ce n'est d'améliorer la connaissance de leur statut.

Il est également probable que le Lucane Cerf-volant soit présent sur le site, toutefois, en l'absence de données et de mention dans le Formulaire Standard de Données, cette espèce ne sera pas prise en compte pour la définition des enjeux et des objectifs du site de la Lauter.

La proposition est la suivante :

Espèce	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Dicrane vert	<u>Biodiversité</u> : la présence de cette espèce est liée aux gros bois, favorables au développement des phorophytes porteurs de la mousse. Ceux-ci ont énormément régressé suite à la tempête de 1999, accentuant la raréfaction du Dicrane vert.	- Maintenir sur l'ensemble du site, la plus grande partie des derniers gros bois ayant résisté à la tempête de 1999 - Améliorer la connaissance du statut de l'espèce, notamment sur la commune de Wissembourg

Concernant ces enjeux, il est suggéré de regrouper biodiversité et naturalité qui sont des notions assez proches et fortement corrélées.

Par ailleurs, il est nécessaire de hiérarchiser ces enjeux, ce qui aidera par la suite à définir les priorités en termes d'intervention.

3/ Perspectives concernant les actions qui pourraient être mises en œuvre

Mme DE LA GORCE explique que l'aboutissement du DOCOB est l'élaboration d'un plan d'action destiné à mettre en œuvre les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs de conservation qui auront été définis.

Parallèlement à l'élaboration du DOCOB, un programme d'action est mis en œuvre dans le cadre du dispositif LIFE Nature : il s'agit du projet LIFE « protection des forêts de la Basse Vallée de la Lauter et des Vosges moyennes ». Une grosse partie de ce projet (80%) est consacrée à la ZSC de la Lauter. Il s'inscrit dans la démarche Natura 2000, même si l'élaboration du DOCOB elle-même, n'en fait pas partie. Il s'agit de deux démarches complémentaires et concordant dans leurs objectifs.

Le projet LIFE Nature comporte :

- un volet « études » qui permet de compléter le diagnostic sur le site ;
- un volet « acquisitions foncières » ;
- un volet « travaux » ;
- un volet « communication » ;

Certaines actions prévues dans le cadre du projet LIFE Nature, concourront à l'élaboration du DOCOB et à sa mise en œuvre. Concernant les habitats forestiers, il s'agit des actions suivantes :

- Action A1 (échéance : 12/07) : cartographie des habitats forestiers et de leur état de conservation :
 - ➔ Cartographie des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire (réalisé),
 - ➔ Cartographie des biotopes remarquables en forêts publiques (réalisé).
- Action A3 (échéance : 12/08) : Cartographie des habitats aquatiques et du réseau hydrographique (ripisylves de la Lauter et réseau de fossés de drainage en milieu forestier), avec notamment :
 - ➔ Description du réseau de fossés forestiers : étude menée par l'ENGREF (déjà réalisée) + compléments (à venir),
 - ➔ Proposition de gestion et de travaux sur le réseau hydrographique (à venir).
- Action A5 (échéance : 12/08) : Etude préalable aux acquisitions foncières des friches (en cours).
 - ➔ Opportunités en bordure de forêts communales.
- Action B1 (échéance : 06/10) : Acquisition de friches (à venir)
- Action B2 (échéance : 12/10) : Soumission au régime forestier des terrains acquis par les communes, hors Espaces Naturels Sensibles du Conseil Général (à venir)
- Action C1 (échéance : 12/09) : Marquage des biotopes et éléments remarquables en forêts publiques (à venir).
- Action C2 (échéance : 03/11) : Renaturation des zones humides (à venir) : cette action était initialement prévue pour assurer la restauration d'habitats ouverts. Toutefois, compte tenu des évolutions récentes du programme LIFE, il est possible que des actions de restaurations d'habitats forestiers humides soient également réalisées dans le cadre de cette action.
- Action C4 (échéance : 12/10) : Soutien de la capacité d'étiage des nappes (à venir).
 - ➔ Travaux visant au soutien des niveaux de nappe, notamment dans les forêts publiques par optimisation du fonctionnement du réseau de fossés.

Les actions qui pourront être mises en œuvre dans le cadre du DOCOB doivent d'abord être décrites dans des « fiches action ». L'élaboration des fiches actions s'appuiera sur les travaux déjà réalisés dans le cadre du DOCOB Rhin Ried Bruch. Les sites Rhin Ried Bruch, bien que très différents du site de la Lauter, présentent de nombreuses similitudes, notamment en ce qui concerne les habitats et les espèces.

Mme DE LA GORCE propose au groupe d'examiner des propositions de fiches actions distribuées lors de la réunion :

- **Dispositif favorisant le développement de bois sénescents : création d'îlots de vieillissement et/ou de sénescence,**
- **Diversification et structuration des ripisylves,**
- **Restauration des prairies humides,**
- **Entretien de prairies maigres de fauche,**
- **Mise en œuvre de régénération dirigées en faveur des essences autochtones caractéristiques des habitats.**

Une autre action pourrait être envisagée mais n'a pas fait l'objet de fiche action :

- **Réduction de l'impact des dessertes en forêt alluviale par la mise en place d'ouvrages de franchissement permanents ou temporaires.**

Mme DE LA GORCE demande aux membres du groupe thématique d'examiner attentivement l'ensemble des fiches action, afin que la prochaine réunion permette de les finaliser et de les valider.

Dans un second temps, seront élaborés les outils de mise en œuvre de ces actions.

Le dispositif « Natura 2000 » prévoit deux types d'outils : les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000.

- Les contrats Natura 2000 servent à mettre en œuvre des actions de gestion nécessitant une rémunération. Le contrat est signé entre un propriétaire ou un gestionnaire et l'Etat. La rémunération du contrat est composée de financement nationaux (Etat) et européens.
- Par ailleurs, pour chaque site Natura 2000, la rédaction d'une Charte Natura 2000 est prévue. Cette charte contient un certain nombre d'engagements (5 maximum par type de milieu) n'impliquant pas de surcoût financier pour leur mise en œuvre. La Charte peut être signée par tout propriétaire ou ayant-droit concerné par le site Natura 2000 et souhaitant respecter ces engagements. En contrepartie, aucune rémunération n'est prévue, mais une exonération de la part communale de la Taxe sur le Foncier Non Bâti est pratiquée.

D'autres actions peuvent être mises en œuvre sous l'impulsion du DOCOB, dans le cadre de programmes environnementaux locaux financés par les collectivités, l'Agence de l'eau, etc...

4/ Discussion

M. DURRMANN rappelle que côté allemand, le site Natura 2000 concerne un gros massif forestier classé en réserve intégrale. Le projet initial était un classement allant jusqu'aux berges de la Lauter.

Concernant les acquisitions foncières, M. ASAEL demande si les « biens vacants et sans maîtres » ont été prospectés.

M. DURRMANN précise que le long de la Lauter il y a eu beaucoup de biens mis sous séquestre après la dernière guerre. La plupart ont été rendus dans les années 1980 mais certains sont restés vacants et sans maître.

Il est rappelé que les projets d'extension de la Zone d'Activité Est de Wissembourg et de la Station d'Épuration empiètent sur la forêt privée et la forêt publique. A priori, ces projets n'auront pas d'impact négatif sur les habitats d'intérêt communautaire. Toutefois, Mme DE LA GORCE précise qu'une étude complémentaire doit être réalisée pour préciser le statut des Chauves souris d'intérêt communautaire sur la zone de projet. Par ailleurs, se pose la question du boisement compensateur de ces projets qui pourrait induire la disparition d'habitats ouverts intraforestiers d'intérêt communautaire actuellement présents en forêt communale de Wissembourg.

Concernant la restauration du caractère humide, voire inondable, du site (action C4 du programme LIFE), M. DURRMANN rappelle qu'une étude réalisée par Mlle Audrey ARNOULD stagiaire en 2000 à l'ONF, a montré le rôle possible de l'assèchement du massif forestier de Wissembourg dans le dépérissement du Chêne pédonculé.

M. ASAEL précise que le dépérissement a été constaté de façon assez généralisée en plaine d'Alsace et est vraisemblablement lié également aux sécheresses successives, ainsi qu'aux attaques par le Bombyx.

M. DURRMANN indique que les fossés de drainage ne sont plus entretenus depuis 1997.

Par ailleurs, il signale que la commune de Wissembourg a un projet de chauffage collectif au bois.

M. ASAEL souligne le risque d'incompatibilité entre ce projet et les objectifs Natura 2000.

M. DURMANN déplore l'importance des dépôts d'ordures et de déchets verts constatés en forêt.

Concernant la proposition de créer des îlots de sénescence, M. DURMANN indique que les possibilités seront limitées en forêts publiques, du fait de l'importance des peuplements jeunes (peu de gros bois). Les quelques possibilités ont été inventoriées dans le cadre de la cartographie des biotopes remarquables (action A1 du programme LIFE).

Les forêts communales présentes sur le site sont toutes certifiées PEFC et ne sont donc pas concernées par les épandages de boues d'épuration.

M. ASAEL propose que l'utilisation de biolubrifiants proposée parmi les objectifs en faveur de la naturalité ne prenne pas un caractère obligatoire. En effet, le prix de revient de ces carburants est nettement supérieur à celui des carburants classiques et les rendre obligatoire sans contrepartie financière serait une erreur de communication.

Concernant les projets sur le foncier, M. ASAEL signale que le Conseil Général du Bas-Rhin finance un poste d'animateur foncier au sein de « Bois et Forêt 67 », afin d'animer une politique de regroupement foncier au sein de la forêt privée. Cette démarche a pour objectif de mieux encadrer la gestion forestière dans le domaine privé. Les propriétés ainsi constituées font l'objet d'une signature obligatoire par leur propriétaire du Cahier des Charges des Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS).

Concernant la mesure destinée à réduire l'impact des dessertes forestières, Mme DE LA GORCE précise qu'il s'agit d'une proposition faite par M. DURMANN afin de réduire les impacts négatifs dans les zones humides les plus sensibles (aulnaies-frênaies alluviales). Il s'agirait de réaliser des pistes temporaires à l'aide de rondins de bois dans les zones humides devant être exploitées (bachons). L'objectif étant de limiter au maximum les dégradations du sol.

Concernant la surface maximale tolérable pour la réalisation de coupes rases, 0,5 ha paraît acceptable pour l'ensemble des personnes présentes, hors cas particulier de coupe sanitaire. Il est également nécessaire de préserver les ripisylves des coupes rases.

Enfin, il convient également de préserver les dépressions humides de tout comblement.

Mme DE LA GORCE enverra une proposition d'engagements susceptibles de figurer dans la Charte Natura 2000 avec le compte-rendu de la réunion.

Les membres du groupe de travail sont invités à faire connaître leurs remarques et suggestions sur les documents proposés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce compte-rendu.

Coordonnées de l'opératrice du site Natura 2000 de la Lauter :

Frédérique DE LA GORCE

Direction Territoriale de l'ONF Alsace, Direction Forêt
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg cedex

Tél. : 03.88.76.82.61 (ligne directe) / 03.88.76.76.47 (standard)

Fax : 03.88.76.81.49

Adresse électronique : frederique.de-la-gorce@onf.fr

ANNEXE 4

Règlement des APB du Cours inférieur de la Lauter et du Marais d'Altenstadt

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

ARRETE PREFECTORAL

portant conservation du biotope formé par
le cours inférieur de la LAUTER

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, notamment ses articles 3 et 4 ;
- VU l'article R 38 du Code Pénal ;
- VU le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi du 10 juillet 1976 précitée ;
- VU les arrêtés interministériels du 17 avril 1981 et 20 janvier 1982 modifiés fixant la liste des espèces animales et végétales protégées ;
- VU le code forestier ;
- VU la directive 79-409 des Communautés Européennes du 29 avril 1979 relative aux Oiseaux Sauvages ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages, siégeant en formation de protection de la nature en date du 16 juin 1989 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin en date du 17 janvier 1989 ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Office National des Forêts en date du 16 janvier 1989 ;
- VU les avis des Municipalités de WISSEMBOURG-ALTENSTADT, NIEDERLAUTERBACH, SALMBACH ;
- VU les avis des services intéressés ;

.../...

CONSIDERANT qu'il ressort des pièces du dossier que le cours inférieur de la LAUTER abrite divers biotopes nécessaires à l'existence d'espèces végétales protégées ainsi qu'à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de plusieurs espèces animales protégées ;

SUR le rapport du Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement,

ARRETE

CHAPITRE I - CREATION ET DELIMITATION DES BIOTOPES PROTEGES

Article 1er :

Sont protégés par cet arrêté, sous la dénomination d'arrêté de protection du biotope du cours inférieur de la LAUTER (département du Bas-Rhin), les biotopes situés sur la rive droite française de la LAUTER, sur les communes de WISSEMBOURG-ALTENSTADT, SALMBACH et NIEDERLAUTERBACH et dont la délimitation est précisée sur le plan en annexe.

Le dossier scientifique de présentation des biotopes, le plan cadastral et une carte de l'occupation des sols peuvent être consultés à la Préfecture du département du Bas-Rhin et à la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement d'Alsace.

CHAPITRE II - GESTION DES BIOTOPES PROTEGES

Article 2 :

Il est institué un Comité Consultatif de Gestion chargé d'assister le Préfet du Bas-Rhin pour la gestion et l'aménagement des biotopes protégés. Il se réunit une fois par an, sur convocation du président.

Il a la faculté d'évoquer toute question intéressant les biotopes protégés.

Il peut proposer toute mesure touchant à l'application de la présente décision.

Il fait des propositions sur la gestion des biotopes protégés.

Il peut s'entourer de l'avis de personnalités techniques et scientifiques.

Il est informé prioritairement par les élus, les administrations et les propriétaires concernés de toute action, aménagement, travaux ou projets sur le site ou aux alentours de celui-ci et, le cas échéant, il donne son avis aux autorités compétentes sur ces projets.

Il peut proposer un programme de suivi scientifique.

Article 3 :

Le suivi scientifique du site est assuré par la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement qui en informe le Comité Consultatif de Gestion.

Article 4 :

Il est institué un Comité Consultatif présidé par M. le Préfet ou son représentant et composé des personnes suivantes :

- le Président du Conseil Général du Bas-Rhin ou son représentant,
- les Maires et un Adjoint au Maire des Communes de WISSEMBOURG-ALTENSTADT, SALMBACH, NIEDERLAUTERBACH,
- le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement ou son représentant,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Bas-Rhin ou son représentant,
- le Directeur Régional de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- le Président de la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin ou son représentant,
- le Président de l'Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature ou son représentant,
- le Président du Conservatoire des Sites Alsaciens ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Pisciculture du Bas-Rhin ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du Bas-Rhin ou son représentant.

CHAPITRE III - REGLEMENT APPLICABLE A L'INTERIEUR DU PERIMETRE PROTEGE

Article 5 :

Les activités suivantes sont interdites :

- les constructions de toute nature,
- les parcs d'attraction et les aires de jeux et de sport,
- les aires de stationnement et les dépôts de véhicules ainsi que les garages collectifs de caravane,
- la mise en place de clôtures permanentes,
- les affouillements, exhaussements, créations d'étangs, ouverture ou extension de carrière,
- le changement d'affectation des parcelles en herbe répertoriées sur la carte d'occupation des sols jointe au présent arrêté par la mise en culture saisonnière ou le boisement,
- les dépôts d'ordures, de déchets et de matériaux divers,
- le drainage,
- la circulation motorisée sauf pour les riverains dans l'exercice de leurs droits, pour les travaux d'exploitation agricole ou forestière et pour les activités liées à la sécurité et à la police,
- le camping, le campement, le caravaning et les feux,

- la suppression des haies, de la ripisylve, des vergers répertoriés sur la carte d'occupation des sols jointe au présent arrêté ; toutefois les arbres arrivés à l'âge de l'exploitabilité pourront être récoltés ponctuellement, dans la mesure où leur régénération est assurée.
Le recépage des saules s'effectuera tous les 25 ans,
- la transformation du cours et des rives de la LAUTER.
Toutefois, les travaux de nettoyage nécessaires au libre écoulement des eaux et les travaux de restauration ponctuel des berges pourront être réalisés, à condition de respecter la morphologie et l'équilibre naturels du réseau hydrographique et après information préalable du Comité Consultatif de Gestion.
- les activités commerciales et industrielles.

Article 6 :

Les activités suivantes sont réglementées :

- l'ouverture de nouvelles voies de circulation (chemin, sentier, route),
- les installations et travaux de toute nature,
- le curage des fossés,
- les projets de défrichement et de remplacement d'essences,
- les plantations nouvelles,
- l'épandage d'engrais et l'utilisation de pesticides chimiques ou naturels.

CHAPITRE IV : EXECUTION

Article 7 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Bas-Rhin, dans les "Dernières Nouvelles d'Alsace" et "l'Alsace" et affiché dans les communes de WISSEMBOURG-ALTENSTADT, SALMBACH et NIEDERLAUTERBACH. Les personnes intéressées pourront consulter le plan à la Mairie de ces communes.

Article 8 :

Seront passibles des peines prévues à l'article R 38 du Code Pénal, ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 5 et 6 du présent arrêté.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de WISSEMBOURG, le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement d'Alsace, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, les Maires de WISSEMBOURG-ALTENSTADT, SALMBACH et NIEDERLAUTERBACH, les agents assermentés et commissionnés par le Ministre de l'Environnement pour la recherche et la constatation des infractions en matière de protection de la nature, de chasse et de pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le 1er Décembre 1989

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,



François LEONELLI

Délai et voie de recours

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

POUR AMPLIATION

P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Attaché



Michèle JOECKLÉ

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

A R R E T E

portant protection du site biologique du Marais d'Altenstadt établi sur le territoire de la Commune de WISSEMBOURG

LE PREFET,
Commissaire de la République de la Région Alsace,
Commissaire de la République du Département du Bas-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature,

VU le décret n° 77 1295 du 25 Novembre 1977 pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi susvisée,

VU les arrêtés interministériels du 17 Avril 1981 fixant la liste des espèces animales protégées,

VU l'arrêté interministériel du 20 Janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées,

VU l'article R 38 du Code Pénal,

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages siégeant en formation dite de Protection de la Nature en date du 4 Mars 1987,

VU l'avis émis par la Chambre d'Agriculture en date du 21 Janvier 1986

VU l'avis émis par l'Office National des Forêts en date du 27 Janvier 1987,

CONSIDERANT qu'il ressort des pièces du dossier que le Marais d'Altenstadt forme un biotope nécessaire à la survie de certaines espèces protégées de la flore ainsi qu'à l'alimentation, à la reproduction, au repos et à la survie de plusieurs espèces protégées de la faune présentes.

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au lieu-dit "Marais d'ALTEN-STADT", sis sur le territoire de la Ville de WISSEMBOURG. 547

La zone centrale du marais est constituée des parcelles suivantes :

Section 7 A n° 114 à 126, 160, de 162 à 202, de 210 à 212, de 214 à 220, de 222 à 230, 234, 513, de 516 à 520, 536 et 537, de 542 à 554, 579 et 580, de 601 à 604, de 740 à 742, de 745 à 749, de 793 à 795, 803 et 804.

Soit environ 32,5 ha.

L'ensemble de la zone à protéger porte en outre sur les parcelles :

Section 7 A n° 85p, 86p, de 87 à 89, 90p, 91 et 92, 97 et 98, 113, de 479 à 481, de 490 à 492, de 494 à 506, de 538 à 541, de 605 à 607, de 617 à 627, 729, 750 et 751, 755 et 756, 791 et 792.

Section 7 G n° 504 à 512, 1188 et 1189, de 1267 à 1269.

Soit environ 40 ha.

Le périmètre définitivement retenu est représenté sur le plan annexé, qui peut être consulté à la Préfecture du Bas-Rhin.

ARTICLE 2 :

Dans la mesure où elles constituent une menace pour tout ou partie des espèces animales et végétales protégées par les arrêtés interministériels susvisés, sont interdits :

Sur l'ensemble de la zone délimitée sur le plan en annexe :

- a) la mise en labours des prairies existantes
- b) le boisement des zones ouvertes
- c) la création d'étang
- d) toute construction
- e) les dépôts d'ordures, de déchets et matériaux divers
- f) toute mise en exploitation de carrières ou toute autre installation classée, relevant de la loi du 19 Juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement

Dans la zone centrale du marais :

- g) l'épandage d'engrais chimiques ou naturels
- h) les traitements chimiques
- i) la circulation motorisée en dehors des chemins prévus à cet effet.

ARTICLE 3 :

Afin de permettre le maintien de la flore des zones humides du site, toute extension ou modification du réseau de drainage actuel est proscrite. Tous travaux relatifs à l'entretien de fossés existants seront soumis à l'autorisation du Préfet, après avis du Comité consultatif.

ARTICLE 4 :

Il est institué un Comité consultatif où seront représentés sous ma présidence

- la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, **DIREN**
- la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- le Maire de Wissembourg et le Maire Délégué d'Altenstadt,
- le Conseiller Général du Canton et l'animateur départemental pour la Nature et l'Environnement,
- l'Association Fédérative Régionale de la Protection de la Nature,
- le Conservatoire des Sites Alsaciens,
- le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord,
- 2 représentants des propriétaires élus par le Conseil Municipal,
 - . 1 représentant des propriétaires non exploitants,
 - . 1 représentant des propriétaires exploitants,
- la Chambre d'Agriculture,
- l'Office National des Forêts.

ARTICLE 5 :

Le Comité consultatif se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son Président.

Le Comité consultatif est chargé :

- . d'assister le Commissaire de la République dans la gestion du biotope protégé
- . de proposer un programme de suivi scientifique.

Il est informé en priorité de tout projet d'aménagement ou de travaux, public ou privé, susceptible de porter atteinte au biotope.

ARTICLE 6 :

Seront passibles des peines prévues à l'article R 38 du Code Pénal, ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Bas-Rhin, dans les Dernières Nouvelles d'Alsace et l'Alsace et affiché dans la commune de Wissembourg. Les personnes intéressées pourront consulter le plan annexé à la Mairie de cette commune.

ARTICLE 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de WISSEMBOURG, le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, le Maire de la Commune de WISSEMBOURG, les agents assermentés et commissionnés par le Ministre de l'Agriculture pour la constatation des infractions en matière de chasse, de pêche et de forêt, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera notifiée aux propriétaires et locataires des terrains.

STRASBOURG, le 14 AVRIL 1987

R. LE COMMISSAIRE DE LA GENDARMERIE
LE DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Jacques LECOMTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
P R É F E C T U R E D U B A S - R H I N

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

ARRETE PREFECTORAL

modifiant l'arrêté du 14 avril 1987 portant protection du
site biologique du Marais d'Altenstadt établi sur le territoire de la
commune de WISSEMBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU les articles L 211-1, L 211-2 et R 211-12 à R 211-14 du Code Rural ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 1987 portant protection du site biologique du Marais d'Altenstadt
établi sur le territoire de la commune de WISSEMBOURG ;
- VU la demande de M. le maire de la commune de WISSEMBOURG en date du 28 novembre 1995 ;
- VU l'avis de la chambre départementale d'agriculture en date du 28 février 1997 ;
- VU l'avis du directeur régional de l'office national des forêts en date du 19 février 1997 ;
- VU l'avis de la commission départementale des sites du Bas-Rhin, siégeant en formation de protection
de la nature en date du 13 mai 1997 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adapter le périmètre du biotope protégé en raison de l'absence
d'espèces protégées dans l'emprise du terrain de sport inclus dans le périmètre d'origine du
biotope protégé ;

CONSIDERANT que la parcelle adjacente au biotope protégé que M. le maire de WISSEMBOURG
propose d'inclure dans le périmètre peut contribuer à la protection du Marais d'Altenstadt et donc
à la protection des espèces protégées qui y sont présentes ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement,

.../...

ARRETE

Article 1 :

Les parcelles suivantes sont retirées du périmètre du biotope protégé :

Section 7 G : n° 1267/501, 1268/501, 1269/513, 1270/513, 1188/502, 504 à 512.

Section 7A : n° 127 pour partie, conformément au plan annexé.

La surface totale exclue du périmètre est de 1,74 ha.

La parcelle section 7 A n° 90, d'une surface de 1,71 ha est ajoutée au périmètre du biotope protégé.

La surface du biotope protégé passe de 72,5 ha à 72,47 ha, conformément au plan annexé au présent arrêté, lequel se substitue au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 14 avril 1987.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le sous-préfet de WISSEMBOURG,
le directeur régional de l'environnement,
le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
le maire de la commune de WISSEMBOURG,
le commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin,

sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Bas-Rhin, dans deux journaux diffusés dans le département et affiché dans la commune de WISSEMBOURG. Les personnes intéressées pourront consulter le plan annexé à la sous-préfecture et à la mairie de WISSEMBOURG.

Strasbourg, le 21 MAI 1997

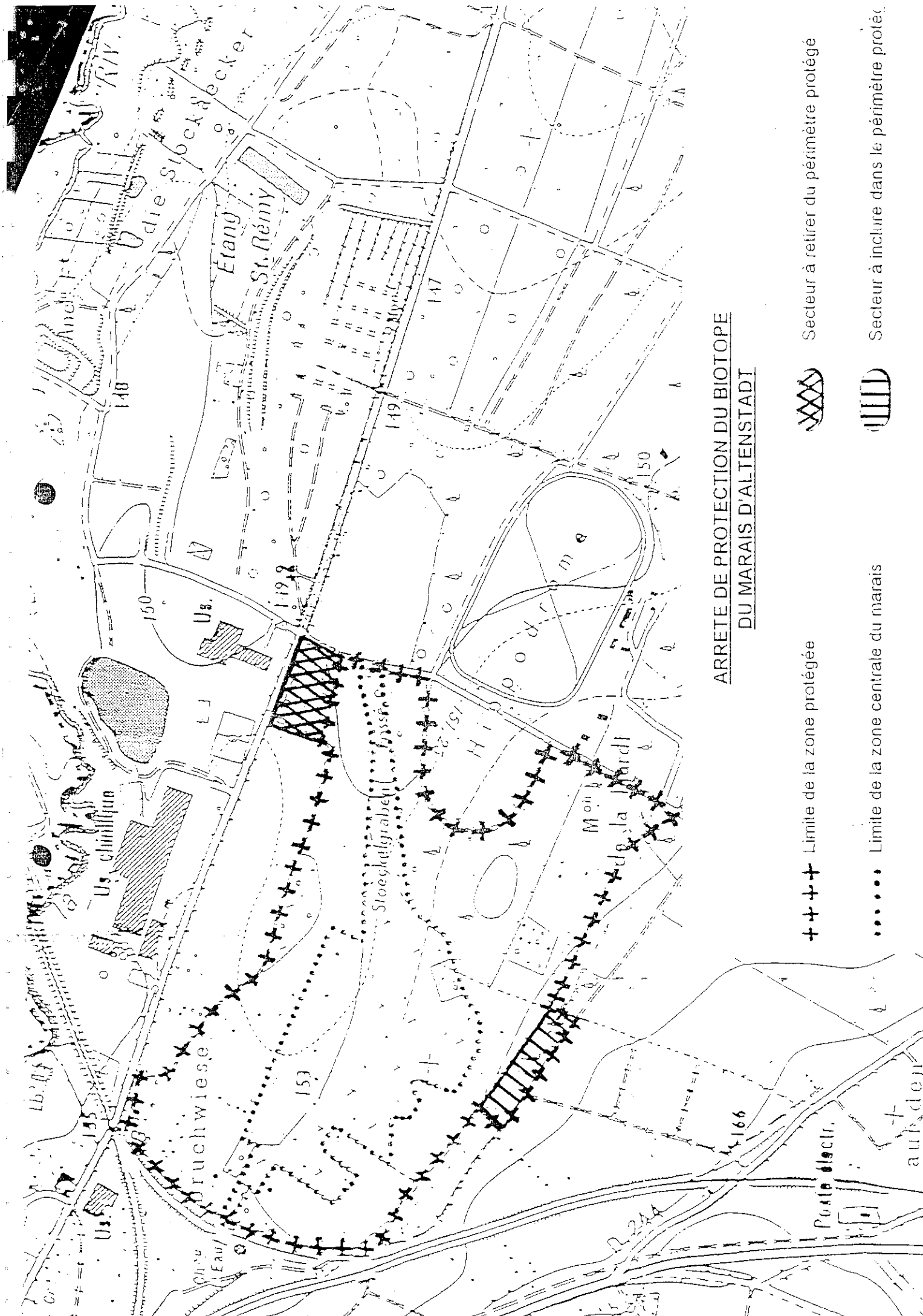
LE PREFET,
P. le Préfet,
Le secrétaire général,

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture

Florence ROMROD



Pierre GUINOT-DELERY



ARRETE DE PROTECTION DU BIOTOPE
DU MARAIS D'ALTENSTADT

+++++ Limite de la zone protégée

XXXXX Secteur à retirer du périmètre protégé

..... Limite de la zone centrale du marais

||||| Secteur à inclure dans le périmètre protégé

ANNEXE 5

Description du programme LIFE Nature « Lauter Donon »

DESCRIPTION DES ACTIONS PREVUES SUR LE SITE DE LA LAUTER

➤ **Action A1 : Lauter : cartographie des habitats forestiers et de leur état de conservation**

- Cartographie des habitats naturels forestiers et des habitats d'espèce et caractérisation de leur état de conservation.
- Cartographie des biotopes forestiers remarquables (arbres creux et morts, fruitiers, très gros chênes, mares et dépressions,...).

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action A2 : Lauter : cartographie des habitats ouverts et de leur état de conservation**

Cartographie des habitats naturels ouverts et des habitats d'espèce (notamment papillons d'intérêt communautaire) et caractérisation de leur état de conservation.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts, Conservatoires des Sites Alsaciens

➤ **Action A3 : Lauter : cartographie de la l'hydrographie et de son fonctionnement**

- Cartographie de la qualité physique de la Lauter : fond de la rivière, berges, obstacles naturels et anthropiques, ripisylve (20 km)
- Cartographie des habitats aquatiques et caractérisation de leur état de conservation
- Etude du fonctionnement hydraulique et hydrologique du site.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action A4 : Lauter : étude de la fréquentation touristique et des projets d'activité économique**

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action A5 : Lauter : étude foncière des friches**

Etat cadastral des parcelles susceptibles de faire l'objet d'acquisitions foncières (action B1) en vue de la protection de leurs richesses écologiques.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts, Conseil Général du Bas-Rhin

➤ **Action A6 : Lauter : élaboration des plans de gestion des APB et actualisation des aménagements forestiers**

- Elaboration des plans de gestion des APB du marais d'Altenstadt et du Cours inférieur de la Lauter.
- Modification des aménagements forestiers des forêts communales de Wissembourg, Salmbach et Niederlauterbach pour assurer la prise en compte du DOCOB.

Responsable de la mise en œuvre : Conservatoire des Sites Alsaciens, Office National des Forêts

➤ **Action A7 : Lauter : analyse comparative France – Allemagne « Natura 2000 »**

- Analyse comparative de la mise en œuvre de Natura 2000 de part et d'autre de la Lauter (frontière franco-allemande).
- Etude de faisabilité de création d'une structure transfrontalière intercommunale de gestion de la Lauter.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action B1 : Acquisition des friches**

Acquisition de terrains en déprise agricole (friches) ou forestiers afin de leur garantir une gestion durable conforme aux préconisations du DOCOB

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts, ville de Wissembourg, communes de Niederlauterbach et Salmbach, Conseil Général du Bas-Rhin, Conservatoire des Sites Alsaciens

➤ **Action B2 : Soumission au régime forestier**

Soumission au Régime Forestier de terrains acquis par les communes.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action C1 : Lauter : Marquage des biotopes et éléments remarquables en forêt**

Cette action est entreprise dans la continuité de la cartographie des biotopes forestiers remarquables (A1).

Il s'agit de marquer au moyen d'outils à définir (peinture ou plaquettes) ces éléments de manière à ce que les usagers de la forêt, bûcherons et entrepreneurs, mais aussi le public, les respectent et comprennent le bien fondé de leur conservation.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action C2 : Lauter : Renaturation des zones humides**

Renaturation de zones humides tant dans des milieux ouverts en friche que dans des milieux forestiers artificialisés (pessières, peupleraies).

Responsable de la mise en œuvre : Conservatoire des Sites Alsaciens, Office National des Forêts

➤ **Action C3 : Lauter : Restauration de la rivière et de la ripisylve**

Travaux de restauration du cours de la Lauter et des ses affluents, ainsi que de leurs ripisylves.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action C4 : Lauter : Restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes**

Travaux visant au soutien des niveaux de nappe, notamment dans les forêts publiques par optimisation du fonctionnement du réseau de fossés et la réalimentation en eau du marais d'Altenstadt.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action C5 : Lauter : Suppression d'infrastructures gênantes**

Travaux visant à la suppression d'infrastructures gênantes pour le bon fonctionnement hydraulique du réseau hydrographique et pour assurer la continuité écologique des milieux aquatiques et des écotones milieux aquatiques / milieux terrestres.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action C6 : Lauter : Installation d'un plan de circulation**

Mise en place d'un plan de circulation avec pose de panneaux et de barrières dans un objectif de préservation des zones humides sensibles, notamment de la circulation motorisée (sauf usagers et ayant droits).

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E1 : Lauter : Mise en place d'un site Internet de suivi du programme LIFE**

Le site est hébergé par le site onf.fr et permet au grand public de prendre connaissance du projet LIFE et de son évolution.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E2 : Lauter : Plaquette site**

Rédaction d'une plaquette 8 pages en quadrichromie présentant les objectifs de protection du site Natura 2000, ainsi que les moyens et recommandations utiles dans ce domaine. Ce document sera destiné aux municipalités, et aux écoles des communes concernées.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E3 : Lauter : Sentier de découverte**

Il s'agit d'illustrer sur le terrain au moyen de panneaux et d'un cheminement de courte longueur et durée les problématiques de protection des rivières, des zones humides et des forêts alluviales. L'objectif est la sensibilisation large de tout public à l'intérêt du site.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E4 : Lauter : Formations des acteurs**

Des sorties guidées à l'intention de tous les acteurs et du public scolaire en vue d'améliorer la connaissance et l'appropriation locale de la valeur patrimoniale du site ainsi que les nécessaires réflexes de protection.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E5 : Lauter : Balisage du site**

Mettre en place un balisage permettant au public d'identifier les limites du site Natura 2000.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action E8 : Rapport simplifié en anglais**

Rapport simplifié en anglais pour rendre compte des résultats du projet achevé.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action F1 et F2 : Fonctionnement du projet - Monitoring**

Maîtrise d'œuvre du projet.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts

➤ **Action F3 : Plan de conservation après LIFE**

Un rapport spécifique "Plan de conservation après Life" sera produit au moment du rapport final. Il exposera la manière dont les actions initiées dans le cadre du projet LIFE seront poursuivies et développées dans les années suivant la fin du projet et comment la gestion des sites du projet sera menée à plus long terme. Il détaillera les actions qui seront mises en œuvre, ainsi que les moyens humains et financiers mobilisés.

Responsable de la mise en œuvre : Office National des Forêts